



HAL
open science

Quantifier la demande d'autoritarisme politique dans l'opinion publique en France

Simon Guillouet

► **To cite this version:**

Simon Guillouet. Quantifier la demande d'autoritarisme politique dans l'opinion publique en France. Sciences de l'Homme et Société. 2023. dumas-04260637

HAL Id: dumas-04260637

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04260637>

Submitted on 26 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

École des hautes études en sciences sociales - École normale supérieure

Master en sciences sociales, Parcours « *Quantifier en sciences sociales* »

« Quantifier la demande d'autoritarisme politique dans l'opinion publique en France »

Présenté par

Simon GUILLOUET

Septembre 2023

Sommaire

Remerciements	4
I. Introduction et méthodologie	5
A. Mise en contexte.....	5
B. Méthodologie de l'enquête quantitative	12
1. Le choix de la méthode d'enquête	12
2. Le questionnaire.....	13
3. Quota et échantillon	16
4. Finalisation de l'échantillon : élimination des non-réponses totales et temps de réponse suspect	17
6. Inférence et marge d'erreur	20
7. Plausibilité des résultats.....	21
II. La perception des institutions politiques actuelles	23
A. Quantifier la satisfaction sur les institutions politiques	23
1. Un mécontentement général.....	23
2. Une insatisfaction « populiste ».....	25
B. Les raisons de l'insatisfaction démocratique	27
1. Une insatisfaction socialement marquée	27
2. La démocratie française, une communauté d'égaux.....	30
III. Existe-t-il une demande autoritaire en France ?	32
A. Quantifier la demande autoritaire.....	32
1. Une bipartition entre partisans des régimes « autoritaires » et « démocratiques » nécessaires	32
2. Une demande de régime autoritaire minoritaire	35
B. Une demande causée par des facteurs communs	36
1. Construction d'un modèle de probabilité linéaire	36
2. L'autoritarisme, une demande de résultats socio-économiques.....	38
3. L'autoritarisme, une demande de démocratie insatisfaite.....	41
B. Des divergences sur le souhait ou le rejet de transformation de la société	44
1. Des divergences idéologiques nécessitant une multi partition du phénomène autoritaire	44
2. Conserver ou transformer la société ?	46
IV. Le risque de mise en place d'une démocratie « illibéral »	50
A. Des anti-autoritaires désunies	50
1. Des « Indécis » insatisfaits	50
2. Des démocrates divisés	54

3. Une opposition à la mise en place d'un régime autoritaire potentiellement minoritaire	55
B. Les bases d'un « contrat social autoritaire »	56
C. L'exemple Hongrois et Tunisien	62
Conclusion.....	64
Bibliographie.....	65
Annexes.....	68
1. Le Questionnaire	68
2. Les tendances communes des autoritaires.....	73
3. Politiques publiques souhaitées et justifications par famille de régime souhaité	74

Remerciements

Je souhaite remercier en premier lieu mon directeur de mémoire Mr Gilles bataillon pour ses relectures et son aide. Je souhaite également remercier Martin Chevalier, Ionela Roharik et Jean-Jacques Guillouet, trois spécialistes des méthodes quantitatives pour leurs conseils, corrections et soutient. Enfin je souhaite remercier Philippe Pauquet pour son aide sur l'extraction des données du recensement de l'INSEE 2018.

I. Introduction et méthodologie

A. Mise en contexte

« Alors, Mesdames, Messieurs, assez d'atermoiements, l'heure est grave, le travail est colossal ; ne perdez pas de temps et sachez que nous sommes disposés à soutenir les politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la nation. Par contre, si rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national. »¹

Par ces lignes se concluaient une pétition aux accents martiaux et solennels publiés dans un journal hebdomadaire diffusés à plus de 100 000 exemplaires. Cette pétition signée par 18 généraux et plus d'un millier de militaires ne date ni de la période Napoléonienne, ni du second empire, ni des années 30, ni de la guerre d'Algérie mais d'avril 2021. D'aucun y verrons un appel salutaire, un droit à la liberté d'expression ou encore une simple pétition politique. On ne peut néanmoins s'empêcher, comme le souligne de nombreux commentateurs d'y percevoir au minimum un appel à un pouvoir fort et martial et un désir, d'une partie de ses cadres, de faire intervenir l'armée dans la sphère politique. Cette pétition a entraîné de nombreux débats mais n'a pas provoqué un émoi majeur. Plus « surprenant », 58% des Français déclaraient « Soutenir l'initiative des généraux »² et 60% souhaitaient qu'aucunes sanctions ne soient prises contre les signataires³. Cet événement s'inscrit dans une dynamique longue dont les prémices sont à trouver dans la première décennie du XXI^e siècle. Depuis une dizaine d'année, les pays occidentaux font face à de profonds changements socio-politiques et au développement de mouvements et de discours rejetant les systèmes politiques en place, la classe politique traditionnelle voir la démocratie elle-même.

Autoritarisme, démocratie, république ; ces termes, chargés d'histoires et d'affects, ont de multiples définitions possibles. La démocratie, ou régime démocratique, est défini dans le Dictionnaire des Sciences Politiques de la manière suivante *« on dira ici que la démocratie désigne un mode d'organisation du pouvoir politique dont la légitimité requiert qu'il reconnaisse comme principe le primat de la souveraineté populaire et qu'il s'assigne pour objectif son renforcement effectif, mais dont l'agencement réel se fonde toujours pour l'essentiel sur une délégation de pouvoir à un personnel spécialisé par le biais d'élections régulières, concurrentielles et sans exclusives trop marquées vis-à-vis de certains secteurs, dans lequel aussi la volonté majoritaire ne s'exerce pas au point d'écraser les minorités ou les groupes d'intérêts de toutes espèces »*⁴. Comme le précise cette définition, un régime politique démocratique est souvent défini par le fait que tous les citoyens participent aux décisions publiques et à la vie politique du pays. Ce dispositif s'effectue soit de manière directe en soumettant des décisions au vote à tous les citoyens (démocratie directe), soit de manière indirecte par des représentants préalablement élus ou

¹ Jean-Pierre Fabre-Bernadac, « "Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants" : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », Valeurs actuelles, 21 avril 2021.

² Sondage Harris-interactive, avril 2021

³ Sondage IFOP, Mai 2021.

⁴ Hermet, Guy, et al. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Armand Colin, 2015

parfois tirés au sort (démocratie représentative). Ainsi, toute démocratie doit disposer de lois permettant aux citoyens de changer légalement de gouvernement ou de projets politiques en fonction de leur aspiration et sans avoir besoin de recourir à la violence. Cette définition relativement classique insistant sur la légitimité populaire et l'importance du vote s'est progressivement complétée au fil du temps par d'autres éléments définissant le type particulier de la « démocratie libérale ». L'institut V-Dem, classifiant annuellement les régimes de tous les pays différencie ainsi une démocratie libérale d'une simple démocratie élective : « *En plus de remplir les critères de la démocratie électorale [élections libres et équitables], les démocraties libérales se caractérisent par un ensemble supplémentaire de caractéristiques. Ces composantes essentielles comprennent le contrôle législatif et judiciaire de l'exécutif, qui assure un équilibre des pouvoirs, ainsi que la protection des libertés individuelles, y compris contre une possible « tyrannie de la majorité »* »⁵.

En somme, une démocratie libérale nécessite donc la présence d'élection libre et transparente mais aussi d'institutions et de lois qui visent à protéger la population d'abus de pouvoir ou de dérives tyranniques de la part de l'Etat lui-même, une personne, un groupe ou même la majorité. Ces droits « inattaquables » ou imprescriptibles sont en général définis par une déclaration des droits dont la référence est aujourd'hui dans les démocraties occidentales la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 officiellement proclamé aux Nations Unies.⁶

L'autoritarisme est le plus souvent décrit de manière antinomique, en miroir de la démocratie et est souvent confondu avec le terme de « Dictature » dont il est relativement équivalent aujourd'hui même si la dictature est historiquement une magistrature d'exception de la république Romaine en cas d'un péril imminent. La dictature ou un régime autoritaire est d'après le dictionnaire des Sciences Politiques :

« une forme de pouvoir arbitraire, parfois tyrannique, sans autre frein apparent que la volonté de celui ou de ceux qui l'exercent. Le nom est devenu assez synonyme d'autocratie, de régime autoritaire, voire de système totalitaire, à la différence près qu'il accentue dans certains cas leur connotation négative. Carl Schmitt définit la dictature comme une « sorte de commandement qui, par principe, est indépendant du consentement ou de la compréhension du destinataire et n'attend pas son approbation ».

Un régime autoritaire a donc les caractéristiques suivantes :

- L'absence de compétition électorale équitable entraînant une sous-représentation de l'opposition
- L'absence de contre-pouvoir interne et de séparation des pouvoirs
- L'absence de liberté d'information
- La négligence des droits individuels reconnus par la déclaration des droits de l'homme de 1948
- Une hypertrophie de la fonction exécutive et de ces composantes sécuritaires (armée, police, renseignement) utilisée de manière démesurée pour contrôler la population et les opposants.

Un mouvement de fond antidémocratique dans les pays occidentaux ?

Dans les pays occidentaux, on peut observer depuis une à deux décennies des succès électoraux et politiques explicitement hostiles à la démocratie libérale comme le mouvement Tea Party et l'élection de Trump (2016) aux Etats-Unis, l'arrivée au pouvoir de coalitions radicales en Italie (2018-2019 / octobre

⁵ "Regimes of the World (RoW): Opening New Avenues for the Comparative Study of Political regimes" Anna Lührmann et al (2018).

⁶ Résolution 217 A des Nations Unies, "Déclaration universelle des droits de l'homme », 1948.

2022), en Pologne (2015), en Serbie (2017) et en Hongrie (2010). Au-delà de l'élection ou de la popularité de quelques personnalités politiques tenant un discours hostile à certaines caractéristiques démocratiques, un mouvement de fond de déconsolidation démocratique serait à l'œuvre dans la majorité des pays occidentaux d'après le politologue Yascha Mounk. Cette déconsolidation se traduirait par une apparente baisse de soutien des occidentaux envers la démocratie en tant que système politique depuis plusieurs décennies. Une baisse qui serait surtout générationnelle, les jeunes générations semblant beaucoup moins convaincues par la nécessité de vivre dans une démocratie que les générations d'après-guerre :

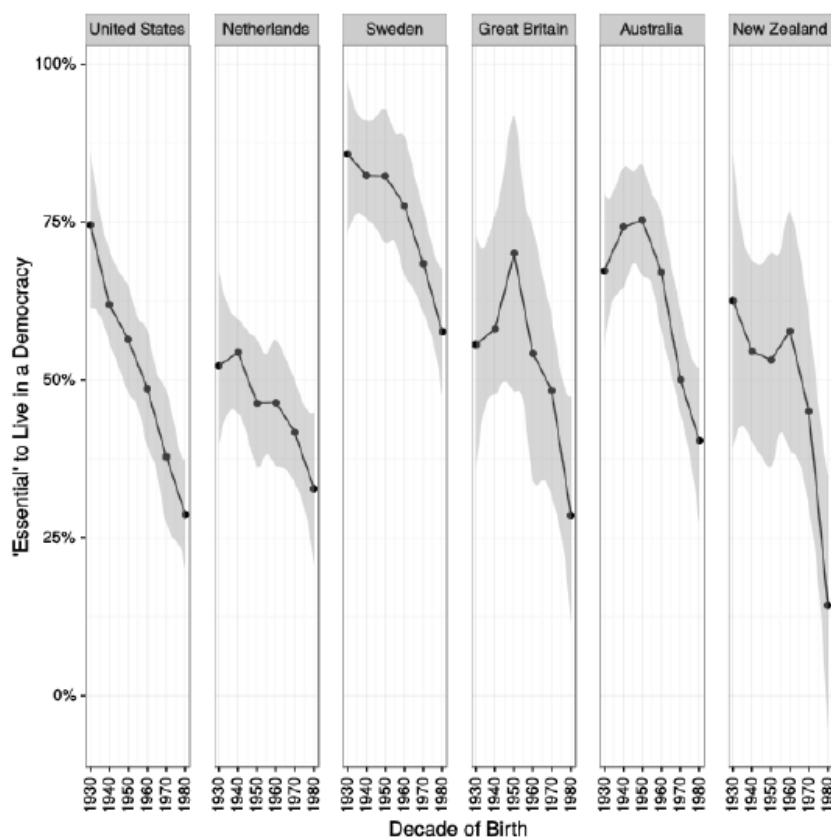
*« It is not just that the proportion of Americans who state that it is “essential” to live in a democracy, which stands at 72 percent among those born before World War II, has fallen to 30 percent among millennials. It is also that, contrary to Ronald Inglehart’s response to our earlier essay in the Journal of Democracy, a similar cohort pattern is found across all longstanding democracies, including Great Britain, the Netherlands, Sweden, Australia and New Zealand. In virtually all cases, the generation gap is striking, with the proportion of younger citizens who believe it is essential to live in a democracy falling to a minority. What’s more, this disaffection with the democratic form of government is accompanied by a wider skepticism toward liberal institutions. »*⁷

Mounk appuie son raisonnement par l'exploitation des données de la World Value Survey, une enquête internationale existant depuis 1981. Il y observe en effet un déclin du soutien à la démocratie dans plusieurs pays occidentaux. Dans cet article, Mounk n'identifie pas de raisons derrière cette désaffection, constatant seulement que *“When citizens grow disaffected with democracy, anti-system parties gain a significant share of the vote”*. Il développe néanmoins sa pensée dans son livre *« Le peuple contre la démocratie »* (2018) en identifiant trois causes majeures. La première serait une transformation de l'accès à l'information avec le développement des réseaux sociaux favorisant les partis et idéologies « complotistes » et antidémocratiques. Les deux autres facteurs seraient à chercher dans l'incapacité des démocraties à résoudre d'une part les mutations structurelles liées à la mondialisation économique engendrant un déclassement et des problèmes sociaux et d'autre part une crispation identitaire liées aux flux migratoires et au métissage croissant de certains pays occidentaux.⁸

⁷ Foa, Roberto & Mounk, Yascha. (2017). The Signs of Deconsolidation. Journal of Democracy. 28. 5-15.

⁸ Yascha Mounk, « Le peuple contre la démocratie », Edition de l'observatoire (2018)

Figure 1 : figure de l'article « The Signs of Democratic Deconsolidation » montrant le pourcentage d'adhésion à la modalité « Il est essentiel de vivre en démocratie » de six pays occidentaux par génération.⁹

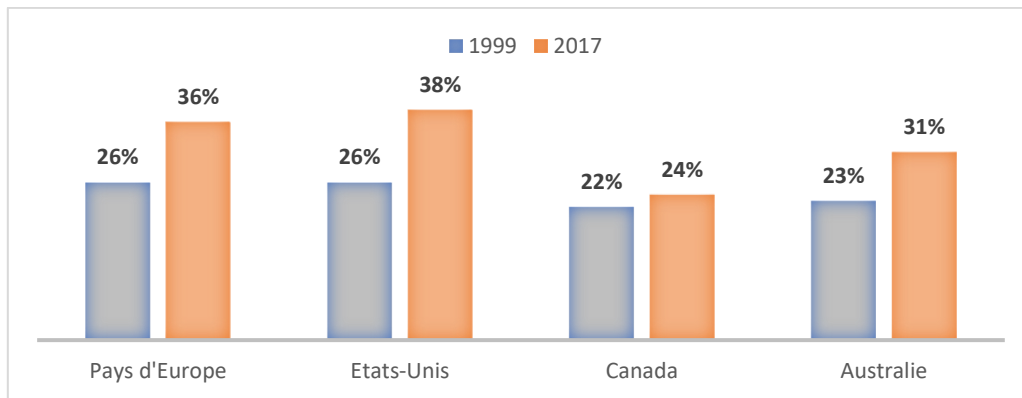


Les résultats des autres enquêtes internationales de sociologie politique quantitative montrent des résultats moins tranchés et notamment dans l'European Social Survey (ESS), une vaste enquête bi-annuelle dans 38 pays Européens. Dans cette dernière, à la question « *Dans quelle mesure est-il important pour vous de vivre dans un pays démocratique* » on constate en effet des scores en baisse entre 2012 et 2020 en France, en Italie, au Royaume-Uni, en Finlande ou au Danemark mais ils semblent demeurer stables voir augmenter dans les autres pays. La tendance ne semble donc pas forcément nette et univoque. En revanche, un consensus académique plus large existe quant à une importante désaffection des opinions occidentales sur les institutions démocratiques actuelles de leur pays mis en lumière par ces mêmes études transnationales. Comme le résume l'ouvrage « Les origines du populismes » : « *Sans surprise, la plupart des citoyens interrogés considèrent également que la démocratie fonctionne « mal » aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis (55%). L'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement dans les pays d'Europe de l'Est est particulièrement prononcée : elle gagne 82% des citoyens en Bulgarie, 80% en Hongrie et 59% en Pologne. L'Europe méditerranéenne traverse aussi la même dépression démocratique : le jugement négatif vis-à-vis de la démocratie bat des records en Italie (79%), en Grèce (67%), en Espagne (60%) et en France. Le jugement des électeurs sur leur représentant est tout aussi critique : pour 87% des citoyens européens et 88% des citoyens Américains « la plupart des responsables politiques défendent surtout leur intérêt et ne se préoccupent pas des gens comme*

⁹ Foa, Roberto & Mounk, Yascha. (2017). The Signs of Deconsolidation. Journal of Democracy. 28. 5-15.

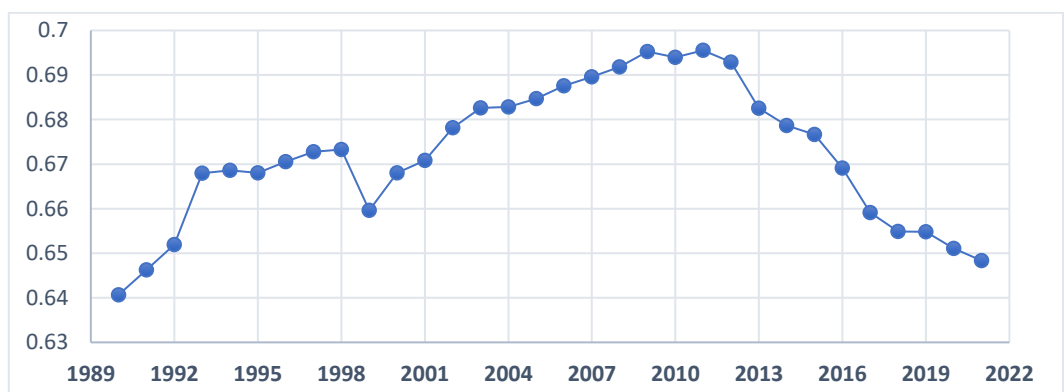
moi»¹⁰. Cette évolution envers les institutions démocratiques en place semble se traduire par une croissance de la demande autoritaire mesurée via l'adhésion à plusieurs formulations à priori antidémocratique comme le soutien à l'hypothèse d'un homme fort gouvernant sans aucun contre-pouvoir. Cette hypothèse qui rassemblait en 1999 une personne sur quatre en Europe et aux Etats-Unis en rassemblent aujourd'hui plus d'une sur trois.

Figure 2 : Evolution du pourcentage de répondants favorable à « Avoir un leader fort qui n'aurait pas à se préoccuper des élections » dans 47 pays occidentaux (World Value survey et European Value Survey en 2017 et 1999)



Au-delà des tendances observées dans l'opinion, une autre vague de fond semble être à l'œuvre : une « autocratisation » effective des états mise en lumière par plusieurs instituts d'études dont le V-dem Institute, un laboratoire suivant dans tous les pays du monde l'évolution de 450 indicateurs considérés comme important pour une démocratie libérale¹¹. D'après cet institut, après une croissance continue depuis 1990, la situation semble s'être inversée depuis 2010 et le nombre d'état avec un indice de démocratie libéral élevé (supérieur à 0.7 sur 1) est passé de 37 en 2000 à 31 en 2021. Cette tendance touche également la majorité des pays occidentaux où l'indice moyen de démocratie libéral est revenu au niveau du début des années 1990 et où on constate des baisses parfois très importantes en Hongrie, Pologne, Serbie, Croatie, Autriche, Slovaquie ou les Etats-Unis.

Figure 3 : Evolution de la moyenne de l'indice de démocratie libérale de 47 pays occidentaux¹¹



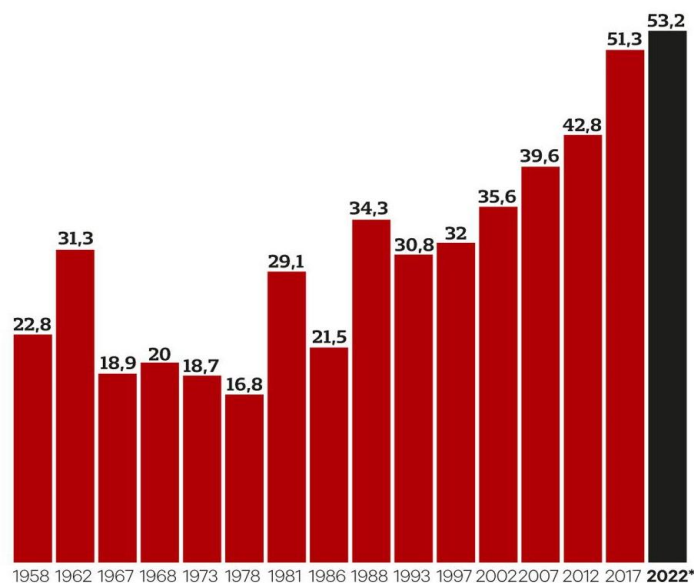
¹⁰ Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, *Les Origines du populisme, Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Seuil, 2019, pp. 20-21

¹¹ Vanessa A. Boese et al. 2022. Democracy Report 2022. Varieties of Democracy Institute (V-Dem).

¹² Indice composite issu de l'agrégation de 450 variables. Elaboré par l'institut de recherche V-Dem de l'université de Gothenburg en Suède. Données accessibles sur leur site : <https://v-dem.net/>

La France est également impactée par cette dynamique de rejet des institutions et figure même parmi les pays où elle s'est matérialisée le plus tôt avec la qualification du candidat du Front National au 2^{ème} tour en 2002. Plus récemment, la progression des scores du Front National, l'irruption de Eric Zemmour sur la scène politique, les percées électorales de Jean-Luc Mélenchon attestent d'un renforcement de ce sentiment. L'abstention, souvent interprétée comme un autre type de rejet des institutions est en hausse constante^{13 14}. Au-delà des scores électoraux, le malaise sur la représentativité des élus a été maintes fois mise en lumière lors de différents mouvements sociaux comme le mouvement des Gilets Jaunes.

Figure 4 : Evolution du taux d'abstention au législative depuis 1958 (% des inscrits).



Les travaux de sociologie quantitative montrent eux aussi une hostilité de plus en plus grande aux institutions et aux représentants élus. Luc Rouban, chercheur au CEVIPOF et spécialiste des rapports des citoyens aux institutions politiques, résume ainsi les tendances constatées : « Depuis de nombreuses années, les enquêtes se succèdent montrant en France un niveau très bas de confiance dans le personnel politique est régulièrement fait autant à partir du Baromètre de la confiance politique (CEVIPOF), que de vastes enquêtes socio-politiques comparatives [...]. Alors que le niveau de confiance dans les grandes institutions de service public est très haut, celui que les enquêtés expriment à l'égard des institutions politiques au sens large, en y incluant non seulement les élus nationaux mais encore les partis politiques ou les médias, est particulièrement bas. La France se trouve ainsi confinée dans l'espace de la médiocrité démocratiques qui caractérise aussi, du moins en termes de confiance, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Mais sa situation est plus sérieuse que celle de ces deux pays car, à la faible confiance dans les élus, s'adjoint une proportion bien plus faible d'enquêtés estimant que la démocratie fonctionne bien ou que les citoyens peuvent avoir une véritable influence sur la vie politique ». ¹⁵

¹³ « La démocratie représentative est-elle en crise ? », Luc Rouban 2018.

¹⁴ « L'évolution de l'abstention sous la Ve République », Centre d'observation de la société, 16 mars 2020 ; « Les bureaux de vote ont fermé », Les Échos, 12 juin 2022.

¹⁵ Luc Rouban, *Les raisons de la défiance*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2022, (P18)

Tableau 1 : Chiffre issus de l'ouvrage « Les raisons de la défiance »

	% de Satisfait du fonctionnement de la démocratie	% Pensant que le système permet aux citoyens d'avoir une influence sur la vie politique	% Confiant dans le parlement national	% Confiant dans les élus
Allemagne	47 %	50 %	32 %	14 %
Belgique	34 %	32 %	23 %	14 %
Espagne	26 %	26 %	17 %	4 %
Finlande	59 %	56 %	47 %	27 %
France	23 %	30 %	17 %	9 %
Italie	27 %	13 %	18 %	7 %
Norvège	72 %	69 %	62 %	28 %
Pays-Bas	55 %	54 %	46 %	30 %
Pologne	38 %	34 %	15 %	7 %
UK	32 %	37 %	21 %	11 %
Suède	58 %	57 %	51 %	23 %

Source : Données de l'European social survey (vague 9)

Comme dans les autres pays occidentaux, des études tendent à montrer qu'une partie du ressentiment et de l'hostilité aux institutions seraient en train de se transformer en aspiration pour des régimes plus autoritaire. Ainsi des enquêtes d'opinions récentes du CEVIPOF montrent 79% des Français approuvent l'affirmation suivante « *On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre* » et 32% « *D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie* »¹⁶. Au total dans l'hexagone, cinq enquêtes produites par différents organismes ont jusqu'à présent tenté de mesurer le phénomène. Pour cela ces enquêtes ont procédé de la même façon. Elles ont testé l'adhésion à trois types de régime autoritaires et une étude a réalisé une distinction entre deux types de régime démocratique (démocratie parlementaire ou démocratie directe). Ces enquêtes sont :

- ❖ Le baromètre de la confiance politique du CEVIPOF (B-CP)
- ❖ Deux enquêtes de la Fondapol (« *Enquête liberté* » et « *Enquête populisme* »)
- ❖ l'European Social Survey réalisées tous les deux ans
- ❖ l'European Value Survey (EVS) qui est la branche européenne de la WVS.

Les résultats suggèrent qu'il existerait une demande de régime autoritaire puisqu'en fonction des études, 10 à 39% des répondants semblent favorables à un « homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » et 13 à 27% à un « régime militaire. La modalité « Que des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays » qui semble convaincre une moitié voir plus de Français (48 à 62%).

16 « Fractures françaises », CEVIPOF op. cit., septembre 2021

Tableau 2 : Résumé des études produites sur l'adhésion aux régimes autoritaires proposés

<i>Propositions de régimes dans les enquêtes abordant la question de l'autoritarisme</i>	<i>B-CP (CEVIPOF)</i>	<i>Fondapol - Enquête « Liberté »</i>	<i>Fondapol – Enquête « Populisme »</i>	<i>European Social Survey</i>	<i>European Value Survey</i>
« Que ce soient des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays »	52%	62%			48%
« Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »	39%	36%	14%	10%	23%
« Que l'armée dirige le pays »	27%	25%			13%
« Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement »			60%		
« Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays »			22%		
« Avoir un système démocratique »					89%

Parmi toutes ces enquêtes, il apparaissait que deux améliorations semblaient intéressantes à apporter. Premièrement en proposant plus de régimes que les trois ou quatre habituellement proposés. Deuxièmement, en modifiant la structure de la question car les précédentes études ont mesuré l'adhésion à des régimes en testant le soutien ou le rejet régime par régime, un par un. Les répondants pouvant ainsi se déclarer favorable à plusieurs régimes sans se prononcer sur leur régime « favori ». Il serait intéressant de formuler la question sous la forme d'une question à choix unique contraignant les répondants à choisir le régime le plus proche de leur conviction. Ces modifications pourront apporter une précision dans la mesure du phénomène. C'est précisément ce que propose ce mémoire qui présente les résultats d'une nouvelle enquête spécialement construite pour améliorer la mesure du phénomène et en comprendre les mécanismes.

B. Méthodologie de l'enquête quantitative

1. Le choix de la méthode d'enquête

Ce mémoire s'inscrit nécessairement dans la continuité des autres enquêtes d'opinions et de sociologie politique réalisées depuis plusieurs années et déjà citées en introduction. Certaines sont internationales et récurrentes comme les enquêtes produites par la *World Value Survey* depuis 1981 dans plusieurs dizaines de pays, l'*European Social Survey*, l'*European Social Survey* ou plus récemment l'enquête de la *Fondapol* (2021). D'autres enquêtes sont uniquement Françaises et produites par des laboratoires de recherche dont la référence est le CEVIPOF, rattaché à Science Po Paris. Ces enquêtes fonctionnent via un questionnaire fermé, administré en ligne ou en face à face sur un échantillon représentatif de la

population Française permettant d'inférer à l'ensemble de la population. Ce sont des enquêtes d'opinions testant le plus souvent l'accord, le désaccord ou les préférences des enquêtés sur des propositions variées concernant en général les institutions, l'état de la société, l'idéologie et les préférences politiques. Ce mémoire s'inspire et directement de ces enquêtés avec pour objectif de les compléter. Il nous a donc paru souhaitable d'utiliser la même méthode pour que les données produites soient comparables. La réalisation d'une enquête en face à face a été un temps envisagé mais s'est avérée logistiquement et financièrement trop complexe. Il a donc été retenu de réaliser la collecte de données via un sous-traitant, un « panéliste », offrant d'avoir accès à un panel « représentatif » de la population Française suivant la méthode dite des « Quotas ». Cette méthode n'est pas une méthode probabiliste aléatoire permettant de sélectionner des individus dans une base de données exhaustive. Elle consiste en la constitution d'un groupe de personnes dont certaines variables socio-démographiques considérées comme essentielles correspondent aux mêmes proportions observées dans la population générale. Les individus de ce groupe, appelé panel, ne sont pas sélectionnés aléatoirement mais via des moyens divers (téléphone, réseaux sociaux, porte à porte) et sont de plus en plus souvent gratifié d'une rémunération sous des formes variées. Plusieurs « panélistes » ont été contactés et le choix s'est porté sur Respondi-Bilendi, un panéliste qui semblait offrir le meilleur rapport qualité-prix grâce à ces prix bas et sa conformité aux normes des études d'opinions (ISO 20252 :2019).

2. Le questionnaire

Un questionnaire de 28 questions a été créé pour être transmis au panel de Respondi-Bilendi. Ce questionnaire a été retravaillé et amélioré après les retours critiques de deux groupes distincts de personnes :

- Un groupe de « spécialistes » habitués à la passation de questionnaire et/ou la réalisation d'étude.
 - Deux enquêteurs de l'INSEE.
 - Un chargé d'étude de l'INSEE et un de l'Institut d'Aménagement de la Région Ile de France.
 - Un enseignant du master QESS, statisticien à l'Insee et spécialiste des sondages.
 - Deux chercheurs du CEVIPOF, laboratoire de Sciences Po Paris réalisant et analysant de nombreuses études par quotas.
- Un deuxième groupe d'une vingtaine de « répondant » non spécialistes, considérés comme un panel test.

Ces différentes personnes ont permis de corriger les ambiguïtés, imprécisions, incompréhensions de certaines questions. Le questionnaire final compte 28 questions dont cinq sont conditionnées aux réponses précédentes (questions dites « filtrées »). Les questions non ordinales ont été paramétrées de sorte que les modalités apparaissent de façon aléatoire pour chaque répondant empêchant un biais connu de surreprésentation des premières modalités. Le questionnaire complet est en annexe. Il est divisé en quatre modules :

1. Un module « socio-démographique » incluant des questions servant à la fois pour interpréter et expliquer les tendances identifiées mais aussi pour s'assurer de la bonne représentativité de l'échantillon. Sur ces huit questions, quatre ont servi pour les quotas et trois autres pour le redressement. Nous avons souvent repris mot pour mot des questions existantes dans des enquêtes de références (CEVIPOF, INSEE et European Social Survey).

2. Un module évaluant l'orientation politique et l'opinion des répondants sur les institutions actuelles : leur niveau de satisfaction, les motifs d'insatisfactions, leurs positions par rapport à certaines évolutions.
3. Un troisième et un quatrième module mesurant les institutions les plus souhaitées et le rapport à l'autoritarisme politique. Ces deux modules sont ceux qui permettent de compléter les enquêtes existantes et de déterminer la demande d'autoritarisme politique.

Après passation complète et analyse des résultats plusieurs limites et point faibles sont apparus au sujet de certaines questions. Je souhaite les évoquer en début de mémoire pour informer le lecteur et nuancer certaines observations faites par la suite. Nous ne mentionnerons ci-dessous que les questions où ces précisions sont nécessaires.

Questions 1 : *Votre sexe :*

- *Homme / Femme*

J'ai fait le choix de proposer un questionnaire binaire pour deux raisons. Premièrement, dans les quotas ou pour le redressement il n'y a pas en France de données de référence sur la proportion de personnes intersexes, non binaires ou s'identifiant aux deux sexes. Deuxièmement, mon questionnaire vise à estimer la proportion de personnes soutenant des régimes autoritaires dont une partie n'accepte pas la remise en cause des normes de genre. Soumettre une question remettant en cause cette norme aurait pu entraîner un abandon plus important de ces derniers et donc une sous-estimation du phénomène.

Question 2 : *Votre plus haut niveau de diplôme obtenu :*

- *Sans diplôme*
- *CAP, BEP, Brevet des collèges*
- *Baccalauréat*
- *Bac +2 : DEUG, BTS, DUT, DEUST*
- *Bac +3 : Licence, B.U.T (diplôme des IUT)*
- *Bac +4 et plus : Master 1, Master 2, IEP, Diplôme d'ingénieur ou école de commerce, Doctorat.*

J'ai par erreur oublié de préciser « Certificat d'étude primaire » qui est le seul diplôme obtenu par une part importante de Français les plus âgés. Ces derniers se sont probablement répartis entre la modalité « Sans diplôme » et « CAP, BEP, Brevet ». Cela n'est pas particulièrement problématique car ces deux modalités ont été fusionnés au moment du redressement en une seule catégorie « Sans diplôme, CAP, BEP, Brevet ».

Question 20 : Actuellement, quel système de gouvernement est le plus adapté pour diriger la France d'après vous ? [Choix unique, ordre des modalités aléatoire (sauf la dernière)]

1. *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe.*
2. *Les institutions actuelles (Vème république).*
3. *Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le président.*
4. *Que des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoir.*
5. *Un comité de citoyens issu d'une révolution avec les pleins pouvoirs*
6. *Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée.*
7. *Un régime militaire non élu*

8. *Un régime où un roi/une reine prend les décisions*
9. *Je ne me reconnais pas du tout dans ces propositions*

Cette question est centrale et a fait l'objet de nombreuses discussions avec les personnes m'ayant aidées à construire le questionnaire. Elle a été construite sur le modèle des autres enquêtes de références dont la formulation est brève mais explicite. La principale contrainte étant de proposer plusieurs régimes qui malgré leur différence et complexité doivent être résumés en quelques mots et traduire de manière non équivoque un aspect autoritaire ou démocratique. L'exercice est forcément imparfait. J'ai formulé ces différents régimes en reprenant les trois autres régimes proposés habituellement (régime des experts, régime militaire, président élu avec tous les pouvoirs) et en rajoutant d'autres. Ces nouvelles propositions ont été élaborées en se référant à des expériences politiques passées toujours présentes dans l'imaginaire collectifs comme la monarchie absolue ou le « comité de citoyen » mélangeant le comité de salut public de 1793-1794 et le gouvernement bolchévique issu de la révolution de 1917. Un régime proche de la « Sixième république » souvent mentionné dans les débats a également été proposé (modalité « Régime parlementaire avec de la démocratie directe »). Malgré toutes les précautions, cette question demeure problématique à plusieurs niveaux.

- Premièrement plusieurs autres modalités y figuraient mais ont été retirées pour limiter la longueur de la question. En effet, plus la question est longue et plus le risque est élevé d'abandonner ou de répondre trop rapidement à la question. Des réponses considérées comme minoritaires (« la théocratie ») ou trop proches d'autres modalités ont été par conséquent supprimées (« Régime avec un parti unique »). J'ai négligé d'inclure une proposition de type « fédération anarchiste » (ou communalisme libertaire). C'est probablement une erreur mais qui n'a pas forcément de grave conséquence, l'anarchisme et l'autoritarisme ne se superposant théoriquement et historiquement pas. Cette enquête minore donc fortement cette tendance mais cela ne devrait pas avoir d'impact sur l'estimation de l'autoritarisme en lui-même.
- Deuxièmement j'ai souhaité minimiser le biais de désirabilité sociale et d'inhibition sur les modalités explicitement très autoritaires en insérant une option plus consensuelle (« *Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le président* »). Cette dernière ne propose pas en apparence de rupture mais renforce les pouvoirs du président déjà très étendus sous la Vème république et entraînerait de facto des problèmes sur l'équilibre des pouvoirs et sur le contrôle du président par d'autres institutions. Cette option peut donc transcrire une demande autoritaire latente.
- Troisièmement, quelques formulations de modalités ont des défauts ayant probablement abouti à certains biais majorant ou minorant leur sélection. La modalité avec le plus de biais est probablement « *Un comité de citoyens issu d'une révolution avec les pleins pouvoirs* » car le mot « révolution » a pu attirer des répondants intéressés par un bouleversement des structures sociales et une idéologie marquée à gauche. L'autre modalité probablement biaisée est « *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe* » qui associe un régime parlementaire avec des éléments de démocratie directe qui sont aujourd'hui très demandés en France. La mention « régime parlementaire » seule aurait sans doute été moins populaire.

Question 22 : A l'inverse, quel système de gouvernement est/serait très mauvais pour la France ?
 [Choix unique, ordre des modalités aléatoire (sauf la dernière)]

1. *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe.*
2. *Les institutions actuelles (Vème république).*

3. *Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le président.*
4. *Que des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoir.*
5. *Un comité de citoyens issu d'une révolution avec les pleins pouvoirs*
6. *Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée.*
7. *Un régime militaire non élu*
8. *Un régime où un roi/une reine gouverne*

Cette question comporte les mêmes défauts que ceux listés plus haut et a de plus était mal compris par beaucoup de répondant. La question 20 était en effet à choix unique alors que cette dernière est à choix multiple. De nombreux répondant ont donc sélectionné une seule option et seulement 595 personnes sur 1074 ont répondu « correctement », c'est-à-dire en sélectionnant au moins deux modalités. Nous avons fait le choix pour cette question de ne retenir que les 595 personnes ayant répondu correctement. Cela reste suffisant pour inférer à la population générale mais fait augmenter la marge d'erreur de 1 point de pourcentage (4 points de pourcentage au lieu de 3) et limite la désagrégation des résultats. Cela est aussi risqué car des personnes ont peut-être intentionnellement sélectionné une seule réponse même si la diversité et l'hétérogénéité des réponses demande de facto au moins deux réponses.

Question 24, 25, 26 : Vous avez sélectionné « [Ici s'affiche une ou plusieurs politiques publiques proposées à la question 23 et sélectionnées par le répondant] ». Pour mener cette politique, est-il nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit parfois employée ?

- *Il n'est pas nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*
- *Il est parfois nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*

Cette question avait pour objectif d'interroger le niveau de violence perçue comme acceptable pour l'application d'une politique publique. Elle est néanmoins peu exploitable pour deux raisons :

- Pour certaines politiques publiques il existe une obligation intrinsèque à leur application. La sécurité publique, le paiement des impôts, implique, même dans les états les plus libéraux et démocratiques que la « contrainte » soit parfois utilisée sans que cela ne révèle forcément une attitude autoritaire.
- Le terme « très forte contrainte voire la force » n'est pas assez clivant. Il aurait fallu utiliser des termes plus explicites et radicaux pour dichotomiser les partisans de la violence en politique. Ainsi les termes « avec violence », « avec brutalité » auraient été plus pertinent.

L'analyse des résultats des questions 24,25 et 26 ont confirmé son caractère peu exploitable et les résultats ne sont pas utilisés et détaillés dans la suite du mémoire.

3. Quota et échantillon

La population constituant l'univers d'étude est formée de toutes les personnes majeures et résidant sur le territoire de la France Métropolitaine soit 50 847 074 personnes (INSEE, 2018). Le choix a été fait de constituer un échantillon de 1200 répondants qui répond à un arbitrage entre le coût financier, la marge d'erreur globale et le besoin de désagrégation. Cet échantillon est composé de personnes du panel Respondi correspondants à quatre quotas garantis par le panéliste : âge, sexe, région et catégorie socio-professionnelle. Il n'a pas été possible d'obtenir de la part du panéliste l'inclusion d'autres variables dans les quotas (diplôme, revenu, taille de la commune etc) ou de négocier sur les catégories des quatre

variables dont certaines sont trop larges comme pour les CSP ou les régions. Les quotas fixés avant passation étaient les suivants :

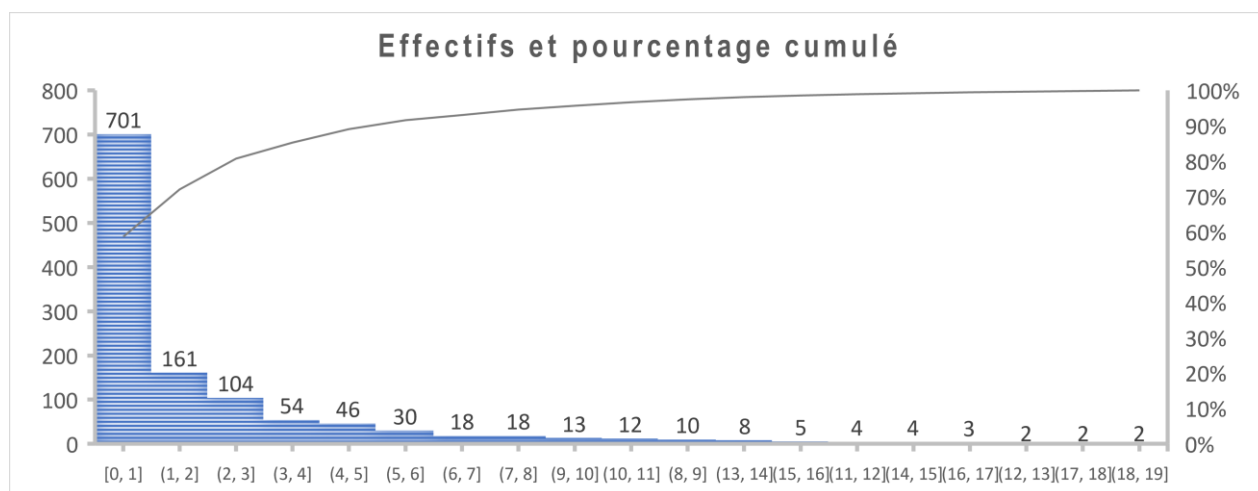
- ❖ Sexe : Hommes (49%), Femmes (51%)
- ❖ Age : 18-24 ans (11%), 25-34 ans (16%), 35-49 ans (27%), 50-64 ans (25%), 65 et plus (21%)
- ❖ Région de domiciliation : Ile de France (19%), Nord-Est (24%), Nord-Ouest (23%), Sud-Ouest (10%) et Sud-Est (24%).
- ❖ Catégorie Socio-professionnelle : « CSP moins » [Employés et Ouvriers – 28%], « CSP plus » [Tous les autres actifs – 36%] et inactifs (36%).

Pour pallier ces quotas imprécis et imparfaits, d'autres variables ont été incluses dans le questionnaire pour être utilisées ultérieurement au moment du redressement.

4. Finalisation de l'échantillon : élimination des non-réponses totales et temps de réponse suspect

La passation du questionnaire a débuté le 24 juin 2022 et s'est achevée le 1^{er} juillet 2022 et a permis de collecter 1198 réponses ventilées dans les quatre quotas initiaux. A partir de cet échantillon initial, la suppression de certains répondants ne correspondant pas à des critères de qualité a été effectuée. Concernant la non-réponse, à l'exception des huit questions socio-démographiques qui étaient obligatoires (sans option « NSP »), le questionnaire comptait 20 questions. On constate une bonne complétion du questionnaire puisque 1020 répondants comptent moins de 5 non-réponses et seulement 55 répondants n'ont pas répondu à au moins 50% des questions. Nous avons fait le choix de supprimer ces 55 questionnaires trop incomplets.

Figure 5 : Histogramme du nombre de non-réponse par répondant



L'analyse des temps de réponse montre des vitesses de complétion relativement rapides (8,1 min de moyenne) par rapport aux tests réalisés sur la vingtaine de personnes de mon entourage (14,1 minutes). Ce temps est rapide mais reste plausible. Après plusieurs tests de faisabilité, il a été déterminé qu'il était impossible de réaliser le questionnaire en moins de 4 minutes. Tous les questionnaires dont le temps de complétion était inférieur à 4 minutes ont été éliminés soit 78 répondants.

Au total, 124 répondants avec trop de non-réponse et/ou un temps de réponse jugé infaisable ont été exclus de l'échantillon.

5. Le redressement

L'échantillon final compte donc 1074 répondants. Son analyse détaillée révèle plusieurs problèmes de représentativité lié non pas à l'exclusion de certains répondants mais dans l'imperfection des quotas utilisés. Ces derniers n'incluent pas assez de variables importantes utilisées dans les études de références de sociologie politique comme le niveau de diplôme, le positionnement « Droite-Gauche » et la taille de la commune. Ces trois variables influencent habituellement les perceptions de la société, les valeurs et l'idéologies. D'autre part, pour les quatre quotas effectivement contrôlés par le panéliste les catégories sont trop imprécises en particulier concernant la CSP divisée en seulement trois « super catégories » très discutables (CSP+, CSP- et inactifs). Comme le montre le tableau ci-dessous, plusieurs catégories de la population sont en réalité sous représentées de manière importante comme les ouvriers et les personnes peu diplômées. Un redressement de notre échantillon s'est donc imposé. Pour ce faire nous nous sommes basés sur les données du recensement 2018 de l'INSEE pour les variables socio-démographiques et sur l'enquête du CEVIPOF pour l'orientation politique (réalisé en mai 2022 avec un large échantillon de 10 000 personnes). Nous avons au total sept variables de redressement et 42 modalités.

Tableau 3 : Les sept variables socio-démographiques de redressement et leur ventilation dans notre échantillon et la population de référence.

	Population Française (INSEE 2018)	Echantillon (1074)
Sexe		
○ Homme	48%	51 %
○ Femme	52%	49 %
Age		
○ 18-24	10%	10 %
○ 25-34	15%	15 %
○ 35-49	24%	27 %
○ 50-64	24%	26 %
○ 65 et plus	25%	22 %
Taille de la commune		
○ < 2000 habitants	20%	20 %
○ 2 à 9 9999 habitants	30%	30 %
○ 10 à 99 999 habitants	30%	30 %
○ 100 000 et plus habitants	20%	20 %
CSP		
○ Agriculteurs exploitants	1 %	0,3 %
○ Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4 %	1 %
○ Cadres et professions intellectuelles supérieur	10 %	17 %
○ Professions Intermédiaires	15 %	16 %
○ Employés	17 %	23 %
○ Ouvriers	13 %	3 %
○ Retraités	29 %	25 %
○ Autres personnes sans activité professionnelle	13 %	14 %
Diplôme		
○ Sans diplôme, CAP, BEP, Brevet	48 %	20 %
○ Bac	19 %	23 %

○ Bac+2	11 %	22 %
○ Bac+3	9 %	14 %
○ Bac+4 et plus	10 %	22 %
Région de résidence		
○ Ile de France	19 %	19 %
○ Nord-Est	24 %	23 %
○ Nord-Ouest	23 %	23 %
○ Sud-Est	24 %	24 %
○ Sud-Ouest	10 %	11 %
Orientation Politique (échelle de 0 à 10)		
○ 0 et 1 : Très à gauche	5%	5%
○ 2 à 4 : Gauche	22%	25%
○ 5 : Centre	15%	18%
○ 6 à 8 : Droite	28%	24%
○ 9 et 10 : Très à droite	10%	10%
○ Je ne me reconnais pas sur cette échelle	20%	19 %

Un premier redressement a été réalisé sans regroupement de modalités. Le logiciel R et la librairie ICARUS ont été utilisés. Les poids maximaux obtenus se sont avérés trop importants (jusqu'à 25). Pour diminuer ces poids très élevés, les modalités de trois variables ont été regroupées. Le regroupement permet en effet de réduire les poids générés par le redressement. Nous nous sommes assurés que ces regroupements restent cohérent du point de vue sociologique et qu'ils correspondent aux études de références (voir détail ci-dessous). Les autres variables ont été conservées comme présentées dans le tableau ci-dessus (âge, région, commun, sexe).

Tableau 4 : Regroupement des modalités des trois variables augmentant le plus les poids

	Population Française	Echantillon
CSP	(INSEE 2018)	
○ Indépendants	5 %	2 %
○ Cadres et professions intermédiaires	25 %	33 %
○ Employés	17 %	23 %
○ Ouvriers	13 %	3 %
○ Inactifs	42 %	34 %
Diplôme	(INSEE 2018)	
○ Sans diplôme, CAP, BEP, Brevet	49 %	20 %
○ Bac et bac+2	30 %	45 %
○ Bac+3 et plus	21 %	35 %
Orientation Politique	CEVIPOF 2021	
○ Extrême gauche (score 0 et 1)	5 %	6 %
○ Gauche (2,3,4)	22 %	24 %
○ Centre (5)	15 %	16 %
○ Droite (6,7,8)	28 %	24 %
○ Extrême droite (9,10)	10 %	10 %
○ Je ne me reconnais pas sur cette échelle	20 %	19 %

Avec ce second redressement la distribution des poids reste déséquilibrée à droite mais le regroupage de modalité a permis de diviser par plus de deux la valeur du poids maximal (de 25 à 10) tout en réduisant le nombre de répondants avec un poids supérieur à 3 (53 au lieu de 66).

Tableau 5 : Poids obtenu avec un redressement remanié

Ecart type	1,1
Poids minimal	0,16
Poids maximal	10
Répondant avec des poids de 0 à 0,9	770
Répondant avec des poids de 1 à 2,9	251
Répondant avec des poids supérieurs à 3	53

L'échelle des poids obtenus après ce redressement corrigé demeurent en dehors de la norme des enquêtes statistiques dont les poids varient habituellement entre 0,5 et 3. Un arbitrage a dû être rendu :

1. Faire le choix de regrouper encore d'avantage de modalité pour réduire les poids les plus élevés mais sous-estimer de manière importante des catégories de la population.
2. Faire le choix d'accepter un certain déséquilibre de l'échantillon et attribuer des poids importants à quelques dizaines de répondants.

J'ai fait le choix de la deuxième option jugeant que je ne pouvais me permettre de trop sous-estimer certaines catégories dont l'analyse des opinions montrent qu'ils se démarquent fortement du reste de la population. Globalement le redressement en augmentant le poids des catégories les moins aisées qui sont aussi les moins satisfaites des institutions augmente les pourcentages de mécontents et de personnes potentiellement favorables à un régime autoritaire. Les écarts en terme numérique sont de 2 à 6 points de pourcentage. La distorsion n'est pas démesurée mais demeure sensible.

Tableau 6 : Comparaison de quelques variables clefs avant et après redressement

	Echantillon final pondéré	Echantillon final non pondérée
Importance de vivre dans un pays démocratique		
○ Score de 0 à 4	6%	4 %
○ Score de 5 à 6	9%	8 %
○ Score de 7 à 10	82 %	86 %
○ NSP	3 %	2 %
Régime souhaité		
○ Autoritaire	55%	61%
○ Démocratique	19%	15 %
○ NSP	26%	24 %

6. Inférence et marge d'erreur

L'inférence et le calcul de marges d'erreurs est théoriquement irréalisables car il s'agit d'une enquête non probabiliste. Néanmoins, la pratique et la comparaison empirique entre sondage probabiliste et enquête par quota montre en général une forte proximité de résultats. De plus la commission des sondages Française considère également que la marge d'erreur qu'il est obligatoire de calculer et de mentionner

dans la publication se fait en faisant l'hypothèse que l'échantillon a été sélectionné de manière parfaitement probabiliste (sondage aléatoire simple), ce qui permet d'utiliser le cadre théorique et les lois de probabilité pour estimer la marge d'erreur par rapport à la population générale : « toute publication ou diffusion de sondage est accompagnée des marges d'erreur des résultats publiés ou diffusés, le cas échéant par référence à la méthode aléatoire ». ¹⁷ En se basant sur les méthodes d'inférences les marges d'erreurs de cette enquête sont de :

- ❖ 2,99 points de pourcentages pour une variable qualitative pour un taux à 50% et 1,78 pour un taux de 10%.
- ❖ 0,13 point pour les variables utilisant les échelles de 0 à 10 (calculé avec l'écart type moyen de 2,2).

7. Plausibilité des résultats

Après avoir contrôlé la non-réponse totale, le temps de réponse, redressé l'échantillon une interrogation importante demeure néanmoins concernant la fiabilité des données. Les résultats obtenus sont-ils cohérents, fiables, à l'image de l'opinion des Français métropolitains de plus de 18 ans ? Pour ce faire nous avons introduit dans le questionnaire trois questions dont la formulation est identique à des questions posées au moment de l'European Social Survey (ESS) en 2020 et de l'European Value Survey en 2017. Ces questions servent de point de comparaison mais sont aussi utiles pour interpréter les résultats. Si les résultats de cette enquête s'écartent trop des enquêtes de références on pourra douter de la fiabilité des autres questions.

Tableau 7 : Comparaison des résultats entre l'enquête de ce mémoire, l'European Social Survey de 2020 et l'European Value Survey de 2017

Questions	Enquête du mémoire (Moyenne pondérée)	ESS (2020) (Moyenne pondérée)	EVS (2017) (Moyenne pondérée)
Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous à l'importance de vivre dans un pays démocratique ?	8,4 / 10 (8,3 – 8,6)	8,4 / 10	8,5 / 10
Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous au fonctionnement de la démocratie en France aujourd'hui ?	5,1 / 10 (5 – 5,2)	5,1 / 10	6,2 / 10
Sur une échelle de 0 à 10, quelle est d'après vous la situation sociale et économique (chômage, salaire, précarité, pauvreté) de la France aujourd'hui ?	4,1 / 10 (4 – 4,3)	4,5 / 10	Non posé

On constate une concordance presque parfaite avec les questions de l'ESS (2020). La comparaison avec les résultats de l'EVS est aussi satisfaisante pour « l'importance de vivre en démocratie » mais moins concernant le niveau de démocratie en France (6,15 contre 5,11 sur 10 pour mon enquête). Cet écart d'un point n'est pas négligeable mais les résultats demeurent globalement au même niveau. Il est aussi possible qu'en cinq ans la situation se soit détériorée. Dans tous les cas, l'ESS, reste un meilleur point

¹⁷ Site de la commission des sondages : <https://www.commission-des-sondages.fr/hist/communiques/communiquer-commission-des-sondages-2021-04-09.htm>

de comparaison car elle a été réalisée plus récemment, avec un échantillon un plus grand et une méthodologie considérée comme plus fiable (échantillonnage aléatoire et enquête en face à face).¹⁸

Du fait de la grande proximité avec ces enquêtes de références, nous pouvons faire l'hypothèse que les tendances mises au jour dans le reste du questionnaire sont fiables et relativement proches de l'état de l'opinion publique (au moment de la passation). Nous pouvons donc à présent détailler les résultats et les interpréter.

¹⁸ Site de l'ESS : <https://ess-search.nsd.no/en/study/172ac431-2a06-41df-9dab-c1fd8f3877e7>

II. La perception des institutions politiques actuelles

Évaluer et comprendre la demande d'autoritarisme politique en France commande en premier lieu de mesurer et de connaître les perceptions des citoyens Français à l'égard des institutions politiques actuellement en place. Au travers de cette première interrogation, il conviendra également de déterminer ce qui favorise le fait d'être « Satisfait » ou « Insatisfait » et ce que cela révèle de la conception de la « démocratie » en France, des attentes et de la légitimité de ce régime.

A. Quantifier la satisfaction sur les institutions politiques

1. Un mécontentement général

Pour mesurer la perception des institutions politiques actuelles, quatre questions visant à « quantifier » le niveau de satisfaction des répondants ont été posées en début de questionnaire. Ces dernières se présentent sous la forme d'une note entre 0 (très insatisfait) à 10 (très satisfait) qui permet d'évaluer la satisfaction ou l'insatisfaction sous la forme d'une échelle. Ces questions portent sur l'appréciation du niveau de démocratie, la bonne représentativité des institutions, leur action pour l'intérêt général et le sentiment d'être protégé par ces dernières. Les réponses à ces quatre questions révèlent des scores bas compris entre 3,8 et 5,1 sur 10.

Figure 6 : Score moyen * de 0 à 10 des niveaux de satisfaction sur les institutions actuelles

Le score de la démocratie en France	5.12 (2.62)
Les institutions font-elles de leur mieux pour prendre des décisions dans l'intérêt général	4.72 (2.70)
Les tendances politiques sont elles justement représentées dans les institutions politiques nationales ?	3.83 (2.54)
Les institutions actuelles sont elles capables de protéger les Français des crises internationales et des menaces de notre temps ?	4.64 (2.68)

*moyennes pondérées et écart type

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: Le score moyen attribué au score de la démocratie en France est 5,12 sur 10

Ces scores proches de 5 sur 10 pourraient suggérer que la population est globalement moyennement satisfaite, dans une posture « ni très insatisfaite ni très satisfaite ». La décomposition des résultats révèlent une autre réalité. La catégorisation des réponses en trois catégories, les « insatisfaits » (0 à 4) les « mitigés » (5 à 6) et les « satisfaits » (7 à 10) montre au contraire une forte hétérogénéité. Les répondants n'attribuent pas en général des notes entre 4 et 5 mais se divisent en groupes distincts opposant des « insatisfaits » à des « satisfaits », les répondants « mitigés » représentant en général un quart du total. Les « Insatisfaits », de 37 à 43% des répondants, sont systématiquement plus nombreux que les « Satisfaits » qui représentent, en fonction des questions, entre 17 et 35% de l'échantillon. Il n'y a donc pas un consensus sur la représentation que se font les citoyens Français de leurs institutions mais

plutôt un clivage, une polarisation entre une majorité « Insatisfaite » et « Mitigée » dont la proportion fluctue entre 64 et 80%, opposée à une minorité de « Satisfait ». La question portant sur le sentiment que les institutions travaillent dans l'intérêt général se différencie des autres par des scores particulièrement bas avec presque 60% de répondant « Insatisfait » contre 40% pour les autres questions. Précisons également que les scores de ces différentes échelles sont fortement corrélés entre elles : un répondant peu satisfait par le fait que « les institutions font de leur mieux pour prendre des décisions dans l'intérêt général » ne le sera pas sur le niveau de démocratie globale et inversement. Les institutions sont globalement rejetées ou appréciées dans leur ensemble comme le montre les coefficients de corrélations présentées dans le tableau 9 ci-dessous.

Tableau 8 : Discrétisation des niveaux de satisfaction* des répondants

	Insatisfait (0 à 4)	Mitigé (5 à 6)	Satisfait (7 à 10)	NSP
Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous au fonctionnement de la démocratie en France aujourd'hui ?	37% (395)	27% (291)	35% (376)	1%
Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que toutes les tendances politiques sont justement représentées dans les institutions politiques nationales ?	42% (446)	24% (259)	28% (304)	6%
Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que nos institutions politiques font de leur mieux pour prendre des décisions à l'avantage de la majorité de la population ?	56% (601)	24% (258)	17% (183)	3%
Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que les institutions actuelles soient capables de protéger les Français des crises internationales et des menaces de notre temps ?	43% (460)	26% (277)	29% (313)	2%
*Fréquences pondérées et effectif pondéré Source : Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' Champ : Ensemble des répondants (1074) Note de lecture : 37% des répondants attribuent un score entre 0 et 4 au fonctionnement de la démocratie en France				

Tableau 9 : Coefficients de corrélation* entre la question « Quel donneriez-vous au fonctionnement de la démocratie en France » et trois autres questions

Les institutions politiques font-elles de leur mieux pour prendre des décisions à l'avantage de la majorité de la population ?	Les institutions actuelles sont-elles capables de protéger les Français ?	Les tendances politiques sont-elles justement représentées dans les institutions politiques nationales ?
0,67	0,64	0,62
*Coefficient de corrélation de Pearson entre deux scores. Pondération prise en compte. Source : Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' Champ : Ensemble des répondants (1074) Note de lecture : Le coefficient de corrélation entre le score donné du niveau de démocratie en France et la capacité des institutions à protéger les Français est de 0,64 sur 1.		

Cette insatisfaction politique et institutionnelle est étudiée et documentée de longue date en France. Elle a été mesurée par de nombreuses études et travaux de sociologie politique dont une partie ont été cités

dans la partie introductive de ce mémoire. Cette enquête confirme cette insatisfaction globale sans qu'il soit forcément besoin de la quantifier d'avantage. Il est en revanche fondamental d'aller au-delà de cette « quantification » relativement sommaire pour tenter de la comprendre et d'identifier les raisons de cette défiance à l'égard des institutions et de la manière dont la « démocratie » fonctionne en France. Ce travail est difficile du fait du caractère complexe de la satisfaction envers « le fonctionnement de la démocratie », une perception qui est souvent la synthèse de nombreuses opinions et de facteurs sociologiques relativement inconscients comme l'âge, la position sociale, l'environnement familial. Nous avons donc posé une série de questions permettant de préciser les raisons de cette insatisfaction et mieux comprendre son origine et la manière dont elle influe sur la demande autoritaire.

2. Une insatisfaction « populiste »

Pour ce faire, une première étape a consisté à demander aux répondants insatisfaits du « niveau de la démocratie en France » (ayant donné un score de 6 ou moins) de préciser les trois principaux responsables du mauvais fonctionnement de la démocratie parmi une liste fermée de dix modalités très variées. Il en ressort premièrement que trois types d'acteurs sont particulièrement mentionnés : l'élite politique (55%), les plus riches (47%) et les lobbys économiques (47%). Les autres modalités proposées ne recueillent qu'entre 5% à 26% des répondants. Il y a donc un certain consensus dans l'opinion publique sur les « responsables ». Deuxièmement, on constate que les deux premières modalités sélectionnées, peuvent être globalement labellisés sous le seul terme « d'élite » qu'elle soit politique ou économique. Presque 3 répondants sur 4 (74%) ont sélectionné l'un des deux au moment de répondre. L'insatisfaction mesurée des Français sur la qualité de la démocratie semble donc caractérisée par une conflictualité particulière avec les élites politiques et économiques. Il n'est donc pas usurpé d'utiliser le mot d'insatisfaction « populiste », au sens le plus strict du terme, pour caractériser cette insatisfaction. En science politique, Le « populisme » présuppose d'abord et avant tout une représentation de la société divisée en deux blocs distincts et irréconciliables : le peuple et l'élite. Le discours populiste classique revendique d'assurer la souveraineté du « peuple » contre les « élites » économiques, politiques, intellectuelles perçues comme dévoyées et mal intentionnées¹⁹. « L'élite » est alors blâmée du mauvais fonctionnement de la démocratie, d'une accapuration des institutions et des leviers de commande, d'une manipulation du cadre institutionnel à son seul profit et pour défendre ses seuls intérêts contre ceux du peuple.²⁰ La présence importante des « lobby économiques » (47%) est à ce titre un marqueur intéressant et confirme que cette hostilité aux « élites » ne se limitent pas à une perception d'incompétence ou de laxisme mais plutôt à des soupçons de collusion, de conflit d'intérêt entre les sphères économiques et politiques au seul profit des élites et à l'encontre de l'intérêt général.

On remarquera que des institutions ou des groupes souvent mentionnés dans les débats politiques ou dans les médias (L'Europe, les syndicats, les minorités) arrivent dans les réponses à cette question loin derrière et ne sont pas perçues comme les principales causes des problèmes institutionnels et du mauvais fonctionnement de la démocratie. La source de l'insatisfaction des Français est d'abord et avant tout à chercher dans un conflit construit entre le « Peuple » et « l'Elite ».

¹⁹ Jan-Werner MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Éd. Premier parallèle, 2016

²⁰ Perrineau, Pascal. *Le populisme*. Presses Universitaires de France, 2021

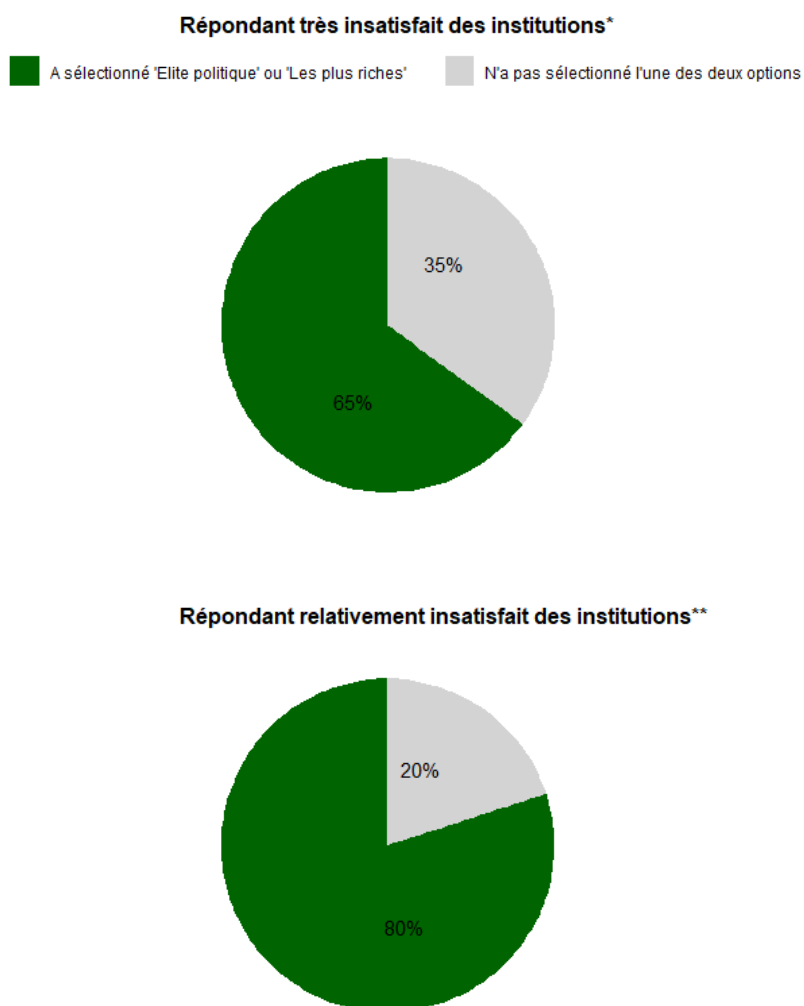
Figure 7 : Qui empêchent que les décisions soient prises dans l'intérêt général ?

L'élite politique	55% (471)
Des lobbys économiques	47% (406)
Les plus riches	47% (407)
L'union européenne	26% (226)
Un grand nombre de Français ne votent pas dans leurs intérêts	21% (183)
Les hauts fonctionnaires	13% (115)
Les médias	12% (105)
Les syndicats	10% (86)
Certaines communautés ethniques ou religieuses	8.3% (72)
Des pays étrangers	5.0% (43)
Ne se prononce pas	6.0% (51)

*Fréquences pondérées (choix multiple) et effectifs pondéré
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 14)
Champ: Répondants ayant donné un score <=6 a la question précédente (859)
Note de lecture: 47% des répondants ont sélectionné 'les plus riches'

De manière intéressante, plus l'insatisfaction est forte sur le fonctionnement de la démocratie, plus les « élites » sont désignées comme responsables du mauvais fonctionnement des institutions. En effet, la proportion de répondants ayant sélectionnée au moins un de ces deux acteurs passe de 65% pour les personnes modérément insatisfaites (ayant mis une note entre 5 et 6) à 80% pour les personnes très insatisfaites (ayant mis une note entre 0 et 2 sur 10). Ainsi, le caractère « populiste » de l'insatisfaction semble se renforcer à mesure que l'on interroge les plus insatisfaits.

Figure 8 : Variation de la fréquence des répondants ayant sélectionné l'un des deux modalités désignant les élites



* Répondants ayant donné un score ≤ 2 sur 10 à la question 13 « Nos institutions politiques font de leur mieux pour prendre des décisions à l'avantage de la majorité de la population ? »

** Répondants ayant donné un score entre 5 et 6 sur 10 à la même question 13

Source : Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ : 361 répondants pour le 1^{er} graphique et 258 pour le second

Note de lecture : 80% des répondants ayant donné un score inférieur ou égal à la question 13 ont sélectionné au moins l'une des modalités « L'élite politique » ou « Les plus riches » à la question « Qui empêche que les décisions soient prises dans l'intérêt général ? »

B. Les raisons de l'insatisfaction démocratique

1. Une insatisfaction socialement marquée

L'autre grande caractéristique de cette insatisfaction est son caractère très marqué socio-économiquement parlant. Nous entendons par là, que les personnes les moins favorisés économiquement et les moins diplômées sont en général plus hostiles aux institutions et insatisfaites du niveau de démocratie en France. Pour le quantifier, nous avons eu recours aux résultats des questions

socio-démographiques que nous avons posées. Pour le faire de la manière la plus synthétique possible nous avons créé un indice de position sociale qui regroupe la question n°7 sur la situation financière du ménage (3 modalités) et la question n°6 sur le niveau de diplôme (6 modalités) que nous avons divisé par deux pour le rendre comparable avec le premier. Les modalités de ces deux questions ont été additionnées pour aboutir à un score synthétique allant de 1,5 à 6 points. Plus le score est élevé, plus l'individu se trouve dans les modalités dites « favorisés socialement ». Le score final a été regroupé en cinq catégories : « Très Bas » (1,5 à 2pts), « Bas » (2,5 à 3), « Intermédiaire » (3,5 à 4 pts), « Haut » (4,5 à 5) et « Très haut » (5,5 à 6). Cet indice une fois constitué permet de produire des tableaux croisés avec diverses autres variables dont le niveau de démocratie perçue.

Quand on réalise des tableaux croisés avec cet indicateur on constate qu'il existe un continuum entre la position sociale et le niveau de satisfaction du fonctionnement de la démocratie dont le score moyen est 83% plus élevé chez les personnes les plus favorisées (score de 6,1 sur 10) par rapport aux personnes les moins favorisées (score moyen de 3,8 sur 10).

Figure 9 : Perception de la démocratie en fonction de la position sociale

	Très Bas, N = 171	Bas, N = 250	Intermédiaire, N = 269	Haut, N = 220	Très Haut, N = 163
Score moyen* attribué fonctionnement de la démocratie	3.77	5.09	5.20	5.39	6.08

*Score moyen sur 10 (pondéré). N = effectif par strate sociale

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: Le score moyen du niveau de démocratie donnée par les plus pauvres est de 3.77 sur 10

Pour confirmer les raisons profondes de cette insatisfaction toute chose égale par ailleurs, une régression linéaire multiple a été réalisée. Elle permet de comparer les différentes composantes de l'insatisfaction avec d'autres variables notamment socio-économiques. La variable indépendante analysée est le score donné par les répondants à la question : « Quel score donneriez-vous au fonctionnement de la démocratie en France aujourd'hui ? » (0 à 10). Les variables dépendantes sont les résultats des questions suivantes :

- « Les institutions actuelles sont-elles capables de protéger les Français des crises internationales et des menaces de notre temps ? » (Trois catégories : « Insatisfait », « Mitigé » et « Satisfait »).
- « Nos institutions politiques font-elles mieux pour prendre des décisions à l'avantage de la majorité de la population ? » (Trois catégories : « Insatisfait », « Mitigé » et « Satisfait »).
- Les tendances politiques sont-elles justement représentées dans les institutions politiques nationales ? (3 catégories)
- « Quelle est la situation sociale et économique de la France aujourd'hui ? » (Trois catégories : « Insatisfait », « Mitigé » et « Satisfait »)
- L'indice de position sociale calculé plus haut (5 catégories)
- Sur une échelle de 0 à 10 où diriez-vous que vous vous situez politiquement ? (4 catégories « Gauche », « Centre », « Droite », « sans positionnement »).

Figure 10: Régression linéaire multiple du niveau de démocratie

Variable dépendante: Score attribué au niveau de démocratie (0 a 10)		
<i>Modalités</i>	<i>Coéfficients</i>	<i>Interval de Confiance</i>
Score protection [5 a 6]	1.73 ***	1.40 – 2.05
Score protection [7 a 10]	1.83 ***	1.48 – 2.18
Score situation socio-eco [5 a 6]	0.57 ***	0.27 – 0.87
Score situation socio-eco [7 a 10]	0.99 ***	0.62 – 1.36
Score représentativité [5 a 6]	0.86 ***	0.54 – 1.19
Score représentativité [7 a 10]	1.13 ***	0.77 – 1.49
Score interet general [5 a 6]	0.45 **	0.12 – 0.77
Score interet general [7 a 10]	1.34 ***	0.93 – 1.75
Indice social [Bas]	0.48 *	0.10 – 0.87
Indice social [Intermediaire]	0.72 ***	0.34 – 1.11
Indice social [Haut]	0.93 ***	0.53 – 1.32
Indice social [Tres haut]	1.06 ***	0.63 – 1.48
Ideologie [Gauche]	-0.25	-0.62 – 0.12
Ideologie [Droite]	-0.23	-0.57 – 0.12
Ideologie [sans affiliation]	-0.12	-0.54 – 0.30
Observations	976	
R ² / R ² adjusted	0.515 / 0.508	

Scénario de référence : Scores les plus bas (entre 0 et 4), Indice social « Très bas », se situant politiquement au « centre »

Cette dernière fait apparaître que si l'orientation politique a peu d'influence, toutes les autres variables jouent sur la satisfaction du niveau de démocratie. Il est particulièrement intéressant de constater que des variables touchant de près ou de loin au niveau de vie (la position sociale) ou au contexte socio-économique (« Se sentir protégé par les institutions », « Evaluation de la situation socio-économique ») pèse autant si ce n'est plus que les deux autres variables portant sur des caractéristiques intrinsèques de la démocratie comme percevoir que les institutions travaillent dans l'intérêt général ou que toutes les tendances politiques sont justement représentées. Ainsi, se sentir très protégé (attribuer un score entre 7 et 10) entraîne une hausse 1,83 points sur 10 de l'évaluation du niveau de démocratie en France contre seulement 1,13 points pour les personnes trouvant que les institutions sont très représentatives.

La régression multiple permet donc de confirmer l'importance de la position sociale de la personne dans sa perception des institutions mais aussi du contexte économique et social global. Une personne peu aisée percevant l'environnement social comme dégradé attribuera le plus souvent une note basse au fonctionnement de la démocratie en France. Cela semble suggérer que les Français perçoivent la

« démocratie » comme un régime allant au-delà d'une égalité en droit et d'une égalité de vote mais aussi comme un régime offrant des perspectives, des opportunités de promotion sociale, des conditions de vie décentes. Les personnes peu satisfaites du niveau de démocratie semblent en réalité insatisfaites du caractère inclusif et égalitaire du régime dont ils ne bénéficient pas. Ces derniers semblent en attente d'une communauté plus homogène socio économiquement parlant, une communauté plus solidaire et égalitaire.

2. La démocratie française, une communauté d'égaux

Il faut, pour mieux comprendre cette observation, s'interroger sur les conceptions de la « démocratie » en France. Derrière la notion de « démocratie » se trouve deux notions clefs, la demande d'égalité et la demande de liberté qui ont historiquement motivé la demande démocratique en France et qui sont toujours très fortement plébiscitées. La demande d'égalité recoupe en réalité plusieurs aspirations qui ne sont pas forcément équivalentes. L'une de ces aspirations est l'égalité en droit c'est-à-dire face à la loi mais aussi de vote sur le principe « d'un homme une voix ». Cette égalité formelle fut le premier legs durable de la Révolution française qui fut progressivement élargi à l'ensemble de la population via la suppression des critères financiers (le cens), et l'extension du droit de vote aux femmes.²¹

Au-delà de cette égalité juridique, d'autres aspirations liées à l'égalité comme l'impartialité et l'équité se sont aussi développées. Cette demande s'est affirmée de manière plus explicite à l'époque des lumières où apparaît en effet de manière claire le rejet du favoritisme, des privilèges, antonymes de l'impartialité. Cette ambition est notamment exprimée dans le préambule de la Constitution française de 1791 : « *Il n'y a plus, pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilège, ni exception au droit commun de tous les Français* ». L'ordre aristocratique contre lequel se dressèrent les révolutionnaires français était devenu ainsi structuré qu'il empêchait toute mobilité sociale. Il fut dès lors de plus en plus perçu comme injuste, précisément parce qu'il privilégiait à la naissance une classe déterminée de citoyens, privant les bourgeois de toute possibilité d'accès aux plus grands avantages sociaux et économiques. Comme le résume très justement le philosophe et politologue Pierre-Etienne Vandamme : « *Plutôt que l'égalité stricte des conditions matérielles d'existence, qui n'était pas à l'ordre du jour, c'est l'abolition des privilèges, du favoritisme d'Etat que visaient les révolutionnaires. On trouve une telle visée d'impartialité dans de nombreuses constitutions et déclarations de droits contemporains. L'idéal d'impartialité est intrinsèquement lié au processus de transformation démocratique de la société, qui poursuit un idéal de justice comme élimination des privilèges au nom de l'égale considération de tous.* »²². Cette demande d'égalité de traitement a progressivement touché au cours du 19^{ème} et 20^{ème} siècle d'autres domaines comme l'égalité d'accès à l'éducation, aux soins, au travail, à la protection contre les risques de la vie. Comme l'anticipait Alexis de Tocqueville : « *Il est impossible de comprendre que l'égalité ne finisse pas par pénétrer dans le monde politique comme ailleurs. On ne saurait concevoir les hommes éternellement inégaux entre eux sur un seul point, égaux sur les autres ; ils arriveront donc, dans un temps donné, à l'être sur tous* ».²³ Si le régime Français ne s'est jamais donné pour mission d'assurer une égalité économique et sociale absolue, il a progressivement été tenu d'assurer une « égalité d'opportunités » à tous : seul doit compter le mérite individuel et non les privilèges de la naissance. Cette égalité collective, cette équité de traitement, cette impartialité est devenue l'une des sources de la

²¹ Holeindre et al. *La Démocratie. Histoire, théories, pratiques*. Éditions Sciences Humaines, 2010

²² Vandamme, *Démocratie et justice sociale*, Paris, Vrin, 2021. (P : 109-110)

²³ Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, 2010 (P : 44)

légitimité d'un régime démocratique en France. Si cette promesse vient à être rompue, le régime est menacé de perdre sa légitimité « démocratique ».

Or, les travaux de sociologie politique tendent à indiquer que ce sont précisément ces demandes d'équité et de d'impartialité qui nourrissent l'insatisfaction des Français. Cela est visible notamment dans la compétition électorale où l'on constate un filtrage social grandissant des représentants élus comme le montre le chercheur Luc Rouban : « *Le personnel politique français est marqué par une forte professionnalisation qui explique la fermeture de son recrutement social. Cette tendance oligarchique de la vie s'est affirmée sur le temps long de la Vème république. Les élections de 2017 ont apporté un rajeunissement et une féminisation de l'Assemblée nationale mais en renforçant la sélection sociale des députés* »²⁴. L'autre motif d'insatisfaction majeur est la situation économique et sociale où la dichotomie s'est progressivement accentuée entre une élite vue comme « privilégiée » et une partie de la population partiellement marginalisée dans une compétition vue comme injuste. Ainsi, pour ne citer que les travaux du CEVIPOF, 69% des Français seraient d'accord avec l'affirmation « *Beaucoup des gens qui sont en haut de l'échelle sociale ne le méritent pas vraiment* ». ²⁵ La littérature académique précise même que comparativement avec d'autres thématiques souvent mentionnées dans le débat public le rejet actuel des institutions dans les pays occidentaux serait avant tout lié aux questions d'absence de méritocratie perçue, de difficultés à progresser socialement et non à des questions migratoires ou sécuritaires²⁶²⁷ ²⁸ ²⁹ ³⁰. C'est aussi ce que l'on constate dans les données de notre enquête : les personnes les moins favorisées et les plus insatisfaites du contexte socio-économique se sentent de moins en moins « en démocratie ».

Ainsi historicisées et précisées, les attentes des Français sur la démocratie permettent de mieux comprendre les raisons de l'insatisfaction des répondants sur les institutions politiques. Ces dernières se doivent d'être garantes d'une impartialité, de la justice sociale et de la compétition « au mérite » en plus d'assurer la liberté de ces membres et une certaine protection. Nos données montrent que cette mission semble aujourd'hui jugée plutôt négativement par les répondants, et explique pourquoi les moins favorisés ont un sentiment moins développé de vivre dans un pays démocratique malgré les libertés politiques effectives et l'égalité en droit incontestable. De plus les élites et les lobbys sont blâmés comme les principaux responsables signe d'une rupture dans l'égalité collective qui doit prévaloir au sein du groupe. Pour les moins favorisés, le contrat social démocratique tel qu'il est compris en France n'existe pas ou est insuffisant. Pour autant, cette colère aboutit-elle à un rejet massif du régime « démocratique » en lui-même voire à une demande autoritaire ? Cette question fera l'objet de la deuxième partie qui tentera de l'estimer est de l'expliquer plus en détail.

²⁴ Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?* Paris, Broché, 2018 (P : 67)

²⁵ CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2022

²⁶ Protzer, E. & Summerville, *Reclaiming Populism: How Economic Fairness Can Win Back Disenchanted Voters*, Polity Books, 2020.

²⁷ Gilles Ivaldi, Oscar Mazzoleni. *Economic Populist Attitudes in Western Europe and the United States*, 2021

²⁸ Anderson, Christopher J., and Christine A. Guillory. "Political Institutions and Satisfaction with Democracy: A Cross-National Analysis of Consensus and Majoritarian Systems." *The American Political Science Review*, vol. 91, 1997.

²⁹ Quaranta, Mario. "How Citizens Evaluate Democracy: an Assessment Using the European Social Survey." *European Political Science Review*, vol. 10, no. 2, 2018

³⁰ Ballard-Rosa, C., Malik, M. A., Rickard, S. J., & Scheve, K. (2021). The Economic Origins of Authoritarian Values: Evidence From Local Trade Shocks in the United Kingdom. *Comparative Political Studies*.

III. Existe-t-il une demande autoritaire en France ?

A. Quantifier la demande autoritaire

1. Une bipartition entre partisans des régimes « autoritaires » et « démocratiques » nécessaires

Comme précisé en introduction, plusieurs enquêtes de sociologie politique ont déjà apporté plusieurs éléments de réponses à la question centrale de ce mémoire, à savoir « Quelle est l'importance de la demande d'autoritarisme politique en France ? ». Le questionnaire servant de base à cette analyse comporte plusieurs questions sur le sujet mais la question la plus centrale et la plus explicite de l'enquête est la question n°20 du questionnaire qui propose aux répondants de choisir le régime politique « le plus souhaitable » parmi une liste de huit options. Les résultats sont les suivants :

Figure 11 : Régimes sélectionnés par les répondants

N = 1,074	
Type de régime souhaité	
Un regime parlementaire avec de la democratie directe	29% (316)
Les institutions actuelles (Veme republique)	23% (245)
Ne se prononce pas / Ne sais pas	26% (283)
Un comité de citoyens issu d'une revolution avec les pleins pouvoirs	9.5% (102)
Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le president	4.8% (52)
Que des experts non elus gouvernent le pays sans contre-pouvoir	2.1% (22)
Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée	1.6% (18)
Un regime où un roi/une reine prend les decisions	1.4% (15)
Un regime militaire non élu	1.9% (20)

*Fréquences pondérées et effectifs pondérés)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20)

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: 1,9% des répondants trouvent que le meilleur régime pour la France serait 'un régime militaire non élu'

Les résultats sont, comme on peut le voir, très partagés. Aucune modalité ne l'emporte nettement sur les autres même si trois propositions dominant relativement avec environ un quart des réponses (« Ne sait pas ou ne se prononce pas », « les institutions actuelles » et le « régime parlementaire avec de la démocratie directe »). Cinq autres modalités sont, à l'inverse, sous les 5%. Seule une modalité, le « Comité de citoyen issu d'une révolution », se trouve dans un entre-deux en recueillant environ 10% des choix. Partant de ces réponses, notre premier objectif est d'établir un regroupement des modalités en deux familles de régime distinctes « Régime démocratique » et « Régime autoritaire ». Cette

dichotomisation nous apparaît en effet souhaitable et nécessaire pour plusieurs raisons. Premièrement, catégoriser ces réponses en deux groupes antagonistes s'avère indispensable pour donner une première estimation quantitative globale du phénomène et comprendre les rapports de force en présence. Deuxièmement, en groupant dans une même catégorie les partisans des différents types de régime autoritaire il devient possible d'observer les tendances communes avant évidemment d'étudier leurs différences.

Déterminer quel régime est autoritaire et quel régime est démocratique est cependant difficile car elle contient une certaine part de jugement normatif arbitraire qu'il convient à défaut de supprimer d'explicitier dans les premières pages de ce mémoire. Si l'on se réfère aux définitions des régimes autoritaires et démocratiques discutées en introduction, six de ces huit modalités semblent correspondre relativement bien aux critères définis par la littérature académique. Les quatre régimes suivants « *Des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoir.* », « *Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée.* », « *Un régime militaire non élu* », « *Un régime où un roi/une reine prend les décisions* » correspondent bien aux caractéristiques des régimes autoritaires qui sont caractérisés par :

- L'absence de compétition électorale équitable
- L'absence de contre-pouvoir et de séparation des pouvoirs
- L'absence de liberté d'information
- La négligence des droits individuels habituellement prescrit par la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948

A l'inverse les modalités « *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe* » et « *Les institutions actuelles* » peuvent être définies comme des régimes démocratiques du fait de leur proximité avec les principaux critères des régimes démocratiques libéraux qui sont :

- L'implication des citoyens dans les décisions collectives, la plupart du temps sous la forme d'élections libres et non faussées.
- L'existence de contre-pouvoir et d'une séparation des pouvoirs.
- La garantie des droits individuels.

La catégorisation des « institutions actuelles » comme appartenant au groupe des « Régime démocratique » peut être discutée du fait des nombreuses critiques légitimes faites à l'encontre de la cinquième république. Pour justifier et objectiver ce choix, ce mémoire se base sur le travail de quatre organismes et laboratoires de recherche évaluant et classifiant les régimes de chaque pays de manière annuelle. D'après ces derniers, le régime en place en France y est évalué comme :

- « Une démocratie libérale » par le V-Dem Institute (Score de 8/10 – 2022) ³¹
- « Un pays libre » par Freedom House (Indice de 89/100) ³²
- « Une démocratie imparfaite » par The Economist ³³(Score de 7,99/10 – le seuil étant de 8/10 pour être « Une démocratie »).
- « Une démocratie » selon le *Center for systemic peace* (Score de 9/10 – 2017) ³⁴

³¹ Vanessa A. Boese et al. (2022). Democracy Report 2022. Varieties of Democracy Institute (V-Dem).

³² Freedom in the World annual report (2022), Freedom House.

³³ Democracy Index (2022), The Economist.

³⁴ Marshall et Elzinga-Marshall, Center for Systemic Peace, Global polity report 2017 (2017)

Les institutions en place en France semblent donc plutôt considérées comme démocratiques malgré des problèmes bien identifiées concernant les médias (concentration excessive et atteinte occasionnelle aux secrets des sources), le manque de corps intermédiaires, un système de vote limitant la représentation de l'opposition, une participation électorale décroissante et un manque d'indépendance de la justice.

Classifier les deux modalités restantes (« *Les institutions actuelles avec plus de pouvoir pour le président* » et « *Un comité de citoyen issu d'une révolution dotée des pleins pouvoirs* ») apparaît plus difficile. La modalité « *Un comité de citoyen issu d'une révolution dotée des pleins pouvoirs* » contient en effet les mots « comités », laissant peut-être penser à l'existence d'une certaine décision collégiale, le mot « citoyens », évoque l'aspect « républicain », et le mot « révolution » est en France souvent opposée à l'oppression, l'absolutisme et associée au suffrage universel ou l'égalité en droit. Néanmoins, cette modalité mentionne bien l'existence de « plein pouvoir » contraire à la séparation et l'équilibre des pouvoirs ou le respect des droits individuels. De plus, il est précisé que les personnes au pouvoir ne sont pas issues d'élections ce qui implique une absence de contrôle populaire formelle. Ces différents points légitiment la classification de cette modalité comme une modalité « Autoritaire » même si elle se démarque des autres comme nous le détaillerons plus tard.

La seconde modalité difficile à classer dans une nomenclature binaire (« *Les institutions actuelles avec plus de pouvoir pour le président* ») avait été insérée pour réduire les biais de désirabilité sociale avec un régime en apparence « démocratique » mais potentiellement autoritaire. En effet le renforcement de la fonction exécutive dans un régime déjà déséquilibré au profit du chef de l'état dont les prérogatives sont très étendues entraînerait des conséquences négatives sur l'équilibre des pouvoirs, réduirait l'indépendance de la justice et renforcerait les pouvoirs répressifs du chef de l'état envers toute contestation. Cette modalité mobilise aussi un passif historique proche du Bonapartisme dont les caractéristiques autoritaires sont connues. Néanmoins, cela reste une supposition car la modalité proposée dans le questionnaire ne fait pas explicitement référence à la suppression des contre-pouvoirs, sous-entend le maintien d'élection et du cadre juridique générale notamment sur la garantie des droits. Cette modalité volontairement ambiguë est donc nécessairement difficile à catégoriser dans une classification binaire car elle partage plusieurs traits communs aux deux systèmes. Des tris croisés avec trois autres questions montrent que certaines personnes semblent relativement proches des partisans des « Institutions actuelles » alors que d'autres apparaissent en réalité comme nettement plus autoritaires. Ces variables additionnelles mettant en lumière cette partition sont les suivantes :

- 32% des partisans de cette modalité attribuent une note égale ou inférieure à 6/10 sur l'importance de vivre dans un pays démocratique.
- 38% des partisans de ce régime ont justifié leur choix à la question suivante en sélectionnant la modalité « *Car la population n'a pas les compétences requises* », une modalité peu compatible avec une logique démocratique visant l'inclusion maximale des citoyens.
- 82% d'entre eux sont d'accord pour laisser au gouvernement les pleins pouvoirs dans deux types ou plus de situation de force majeure.

En nous basant sur ces trois questions nous avons départagé les individus « Autoritaire » des individus plus « Démocrate » de cette modalité ambiguë. Pour chacune des trois questions, nous avons attribué un score positif à chaque modalité autoritaire et un score négatif pour les réponses « Non autoritaires ». Quand les scores cumulés étaient positifs, l'individu été considéré comme « Autoritaire ». Sur les 52

répondants, 27 ont finalement été considérés comme « Autoritaire » et les 25 restants comme « Démocrate » ce qui nous permet d'aboutir à la bipartition finale :

Figure 12 : Régimes sélectionnés par les répondants (en deux catégories)

Régimes démocratiques: 55%*		
Un regime parlementaire avec de la democratie directe	29%	(316)
Les institutions actuelles (Veme republique)	23%	(245)
Les institutions actuelles avec plus de pouvoir pour le président (grp Democrate)	2,3%	(25)
Régimes autoritaires: 19%*		
Un comite de citoyens issu d'une revolution avec les pleins pouvoirs	9,5%	(102)
Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblee	1,7%	(18)
Que des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoirs	2%	(22)
Un regime où un roi/une reine prend les decisions	1,4%	(15)
Un regime militaire non élu	1,9%	(20)
Les institutions actuelles avec plus de pouvoir pour le président (grp Autoritaire)	2,5%	(27)
Ne se prononce pas: 26%*		
Ne se prononce pas	26%	(283)

*Fréquences et effectifs pondérées
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'
Champ: Ensemble des répondants (1074)
Note de lecture: 1,9% des répondants trouvent que le meilleur régime pour la France serait 'un régime militaire non élu'

2. Une demande de régime autoritaire minoritaire

La première observation importante que l'on peut faire est que les régimes autoritaires proposés rallient une proportion non négligeable de répondants (19%) mais restent clairement une minorité politique puisque 81% des Français n'y semblent pas explicitement favorables. Cela constitue une surprise par rapport aux autres enquêtes réalisées jusque-là. En effet, l'ensemble des enquêtes mentionnées au début de ce mémoire affichaient des taux d'approbation très élevés aux modalités autoritaires proposées. Par exemple, d'après la dernière enquête du CEVIPOF en 2021 : 52% de personnes affirmaient être « favorables » à « *Que ce soient des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays* » et 27% à « *Que l'armée dirige le pays* ». ³⁵ Ces deux options ne recueillent qu'environ 1% des répondants dans notre enquête qui offre donc un portrait très différent de l'opinion publique.

La principale explication de cet important écart est à trouver dans la forme de la question. En effet, les enquêtes précédentes mesurent toutes ce phénomène en testant plusieurs propositions une à une en

³⁵ CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », (2021).

demandant aux répondants s'ils y sont « Très favorables », « Plutôt favorables », « Plutôt défavorable » ou « Pas du tout favorable ». Les personnes « Plutôt favorables », dont la proportion est importante, semblent caractérisées par un certain degré d'hésitation. Dans notre questionnaire, la question est construite sous la forme d'une question à choix unique. Par conséquent les personnes « plutôt favorables » ont dû ici sortir de leur hésitation et faire un choix explicite ce qui a nécessairement réduit le soutien à certaines modalités. D'autre part, les précédentes enquêtes en formulant les questions une par une, régime par régime, introduisent un arbitrage implicite entre « Le statu quo » et l'alternative autoritaire proposée. Il est probable que beaucoup de répondants très hostiles aux institutions actuelles aient par rejet choisi l'alternative autoritaire. Dans notre enquête, ce choix binaire disparaît car il existe plusieurs alternatives permettant aux répondants insatisfaits des institutions mais pas nécessairement « Autoritaire » de choisir une modalité démocratique différente des institutions actuelles (le « régime parlementaire avec de la démocratie directe ») ou spécifier que « Aucun de ces régimes ne me convient totalement ». Cette enquête permet donc en modifiant la manière dont est faite la mesure d'offrir une autre estimation de la demande autoritaire en France.

Il apparaît que cette dernière semble en réalité beaucoup moins importante qu'estimée auparavant. De plus on observe une absence d'adhésion claire à des régimes « despotiques » archétypaux qui ne recueillent que 7% des répondants (Militaire, un Elu tout puissant, un monarque absolu ou une technocratie sans contre-pouvoir) alors que la modalité « comité de citoyen issu d'une révolution doté des pleins pouvoirs » jouit d'un certain succès (10%). Si nous avons classé cette dernière comme une modalité autoritaire, elle semble surtout caractérisée par une demande aiguë de souveraineté populaire très opposée aux stéréotypes habituellement accolés aux régimes autoritaires.

Cette première estimation du phénomène faite, il convient à présent d'en comprendre les caractéristiques et les causes.

B. Une demande causée par des facteurs communs

1. Construction d'un modèle de probabilité linéaire

Nous avons dans un premier temps souhaité savoir si au-delà des différences entre les répondants ayant sélectionnés l'un des régimes autoritaires proposés il y avait certaines caractéristiques communes, certains traits dominants similaires. Ce choix peut à première vue être surprenant car il est de coutume de considérer certains régimes comme radicalement différents. Ainsi une monarchie absolue, un comité révolutionnaire ou un régime technocratique autoritaire semblent avoir peu en commun. Pour le déterminer, nous avons produit un modèle de régressions linéaires permettant d'observer l'effet des variables socio-démographiques, idéologiques et de la perception des institutions actuelles dans le fait de souhaiter un régime autoritaire. Cette opération permet de déterminer s'il existe certains traits communs parmi l'ensemble des « Autoritaires ». Nous nous sommes assurés avant de produire cette régression linéaire que les tendances dégagées sont bien partagées par les répondants des différents régimes et qu'il ne s'agit pas d'un seul groupe de répondant plus nombreux que les autres qui influencerait les résultats généraux (tableaux croisés en annexe).

La variable dépendante est simplifiée en une variable dichotomique : « Souhaiter un régime autoritaire » (égale à 1) et « Souhaite un régime démocratique ou ne pas se prononcer » (égale à 0). Un nombre important de variables explicatives ont été incluses mais pour limiter les problèmes d'effectifs et faciliter l'interprétation, plusieurs variables ont été regroupées en Indice agrégeant plusieurs informations sur un même sujet. Ces variables sont :

- L'indice de position social qui regroupe la question n°7 sur les difficultés financières du ménage et le niveau de diplôme (question n°6).
- L'indice « d'appréciation démocratiques des institutions » qui mesurent la perception du caractère démocratique du régime actuel calculé en additionnant les scores donnés aux question n°11 (Score donné au niveau de démocratie en France), n°12 (si les tendances politiques sont justement et équitablement représentés) et n°13 (Si les décisions sont prises par les institutions sont dans l'intérêt général). Ces trois questions prennent la forme d'un score sur 10 aboutissant à un total de 30 points ramené à 10 en le divisant par trois. Les catégories de ce score sont les suivantes : « Score bas » (0 à 4,9), « Intermédiaire (5 à 6,9) et « Haut » (7 à 10).
- L'indice de satisfaction des résultats qui synthétise lui, au-delà des questions de bonne représentativité, la perception du répondant sur les résultats produits et apportés par les institutions comme la situation économique et sociale (question n°9) et la capacité de protection (question n°18).
- L'orientation politique des répondants dichotomisée en quatre catégories : Gauche (0 à 4), Centre (5), Droite (6 à 10) et les personnes « ne se reconnaissant pas sur cette échelle ».

Ces variables dépendantes nous permettent donc d'évaluer toute chose égale par ailleurs quelles sont les caractéristiques souvent corrélées à la demande autoritaire. Le modèle produit apparaît comme étant significatif mais avec des résidus importants donc relativement imprécis (*Residual standard error* : 0.375). Cela est sûrement dû à l'aspect dichotomique du modèle qui favorise des gros résidus en cas d'échec mais aussi à l'aspect évidemment multidimensionnel de la demande autoritaire qui dépend d'autres variables. Si ce modèle semble relativement mauvais pour prédire et expliquer la demande autoritaire dans son ensemble (le R^2 est de 0.1), il permet néanmoins de confirmer parmi les variables mesurées l'importance de certains facteurs et d'en éliminer d'autres.

Figure 13: Modèle de probabilité linéaire: facteurs influençant la demande autoritaire (1)

Variable dépendante: Souhaiter un régime autoritaire		
Modalités	Coefficients	Interval de Confiance
Indice social [Intermediaire]	0.13 ***	0.08 – 0.19
Indice social [Bas]	0.29 ***	0.22 – 0.37
Indice satisfaction Institution [5 a 6]	-0.04	-0.12 – 0.03
Indice satisfaction Institution [0 a 4]	0.03	-0.06 – 0.11
Indice satisfaction Résultats [5 a 6]	0.01	-0.07 – 0.09
Indice satisfaction Résultats [0 a 4]	0.09 *	0.01 – 0.17
Idéologie [Gauche]	-0.01	-0.07 – 0.05
Idéologie [Droite]	0.07	-0.01 – 0.15
Idéologie [sans affiliation]	-0.03	-0.10 – 0.05
Observations	976	
R ² / R ² adjusted	0.097 / 0.088	

* $p < 0.05$ ** $p < 0.01$ *** $p < 0.001$

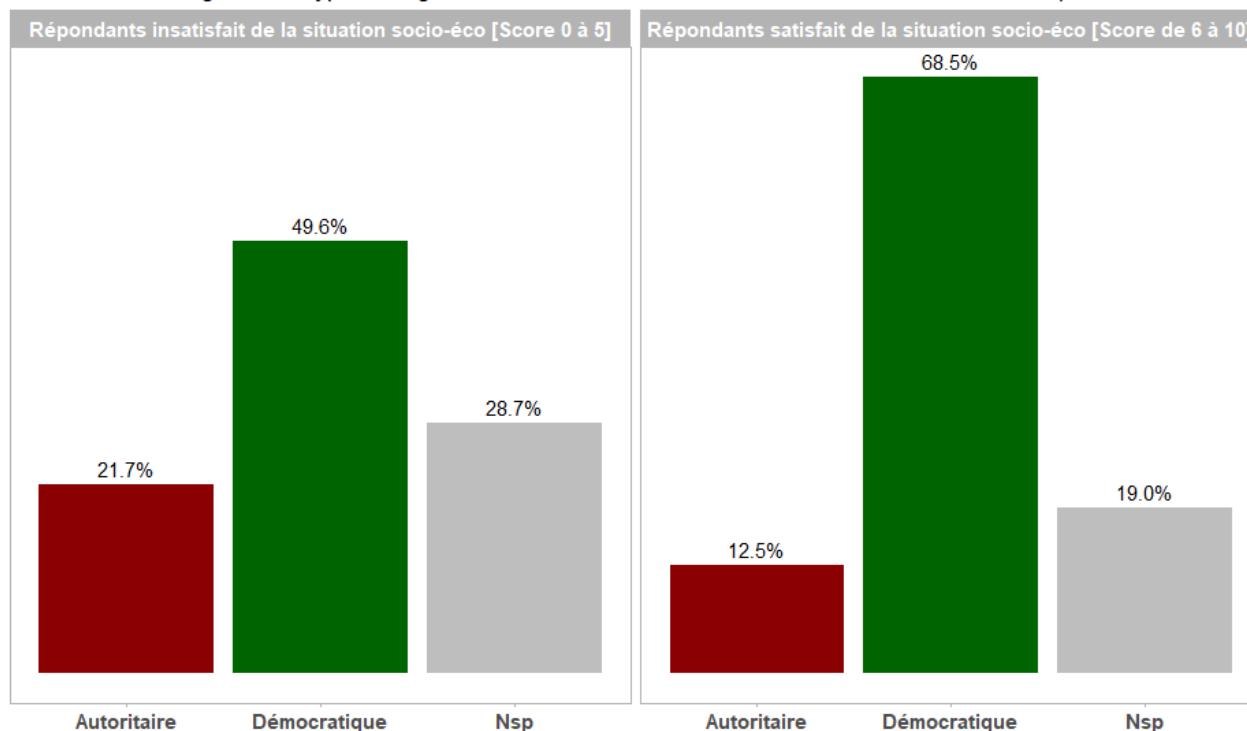
(1) Scénario de référence : Indice social Haut, Très satisfait des institutions [Score 7 à 10], Très satisfait des résultats (socio-économique et du niveau de protection) [Score 7 à 10, Se situant politiquement au « Centre ».

Il ressort de cette analyse que deux caractéristiques importantes semblent augmenter de manière importante le fait de souhaiter un régime autoritaire que nous allons détailler dans les paragraphes suivants :

2. L'autoritarisme, une demande de résultats socio-économiques

Premièrement, il semble que se rallier à des régimes autoritaires vient d'une absence d'efficacité perçue des institutions. La régression multiple confirme que relativement à d'autres facteurs, la demande de régime autoritaire augmente, toute chose égale par ailleurs, de 9 pts de pourcentage chez les personnes très insatisfaites de la situation économique et sociale et du niveau de protection des institutions. Comme le confirme le tableau croisé ci-dessous, plus l'insatisfaction est élevée, plus la proportion d'enquête à se rallier à un régime autoritaire est importante : les personnes insatisfaites de la situation socio-économique sont 22% à souhaiter un régime autoritaire contre 12,5% des personnes satisfaites. On constate surtout que c'est la proportion à soutenir un régime démocratique qui décroît le plus, cette dernière passant de 69% les répondants satisfaits à 50% chez les répondants insatisfaits.

Figure 14: Type de régime souhaité en fonction de la satisfaction socio-économique



Fréquences pondérées

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: 21,7% des personnes insatisfaites de la situation socio-économique ont sélectionné un régime autoritaire à la question 20

Nous retrouvons ici un mécanisme connu de la science politique, à savoir qu'il existe souvent une association entre les « résultats » d'un régime (sa capacité à régler des problèmes, développer le pays) et le jugement porté sur ce régime. Deux facteurs sont réellement capables de diminuer de manière importante le soutien au régime : la situation économique et sociale et le niveau de sécurité au sens large. Ces deux points touchent aux conditions de vie de base des habitants : subvenir à leur besoin, se loger, travailler, se déplacer, être en bonne santé, accéder à des services de base. En cas de crise économique importante ou de violence généralisée (fortes tensions, guerre civile, emprises d'organisation criminelles), ces besoins vitaux sont remis en cause ce qui peut aboutir à une déconsolidation de la confiance et du soutien dans un régime, qu'il soit démocratique ou pas³⁶. Comme le synthétise le politologue Christopher Claassen dans son article "Effective Government and Evaluations of Democracy" : « *Perhaps the most fundamental of these is that regimes must meet their citizens' basic needs and expectations, by maintaining order and safety, providing decent healthcare, and improving the populace's standard of living. In the absence of such effective governance, the theory goes, citizens will ultimately lose faith in the regime itself* »³⁷. En France, des enquêtes ont mis en avant cette aspiration à plus d'efficacité au détriment de l'état de droit précisément à cause de la situation sociale jugée difficile. Des chercheurs du CEVIPOF ont ainsi observé que 42% des Français approuvaient « *qu'il valait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité* ».³⁸ Un autre élément issu des réponses de l'enquête appuie cette hypothèse. A la question « Pourquoi ce régime serait plus souhaitable ? » posée immédiatement après le choix du régime le plus souhaité, la modalité « Il serait plus efficace » arrive en premier chez les personnes souhaitant un

³⁶ Quaranta et al (2018) ; Anderson Christopher et al (1997) ; Ballard-Rosa et al (2021)

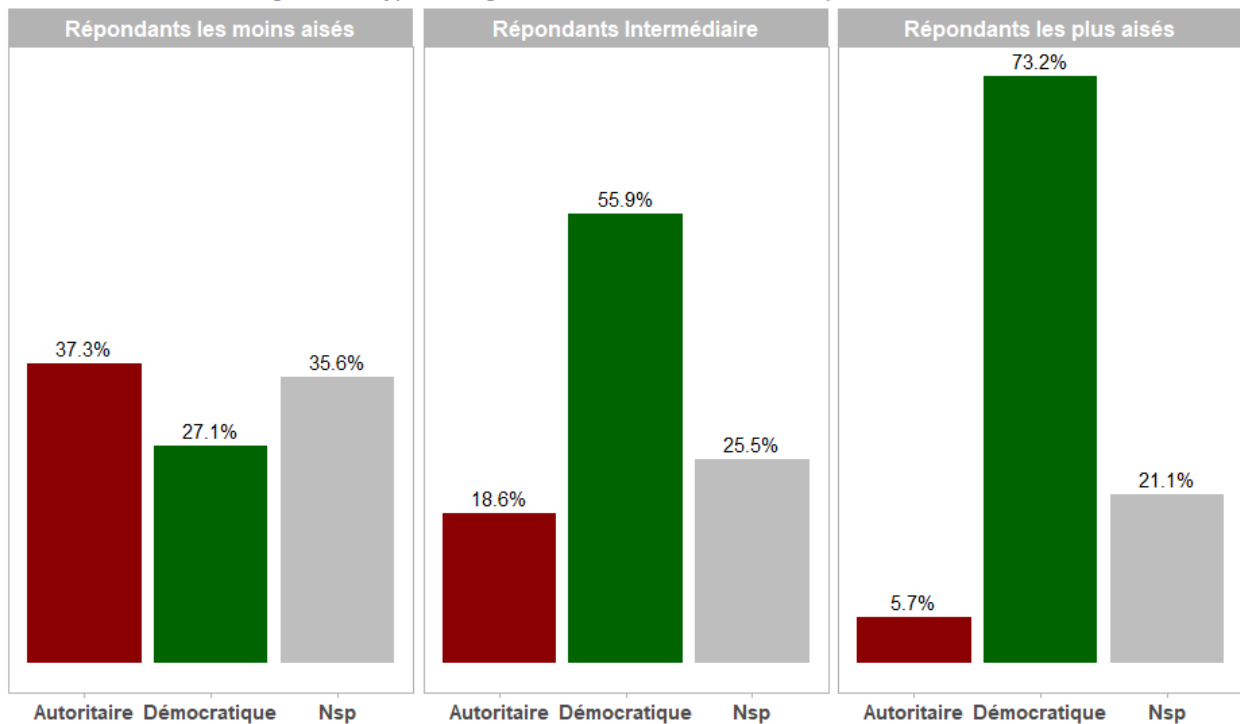
³⁷ Claassen, C., & Magalhães, P. C. (2022). Effective Government and Evaluations of Democracy. *Comparative Political Studies*, 55(5)

³⁸ Luc Rouban, « *Les raisons de la défiance* », Les Presses de Sciences Po, 2022

régime autoritaire, 39% des répondant l'ayant sélectionné. Cela semble confirmer que le choix d'un régime autoritaire traduit une envie d'accroître les capacités des institutions pour améliorer la situation générale.

Il semble donc peu surprenant que les répondants les moins favorisés de notre échantillon, ceux ayant du mal à subvenir à leur besoin, semblent les plus disposés à un changement radical de régime. Le modèle de probabilité linéaire identifie la position sociale comme le facteur le plus déterminant de toutes les autres variables dans la tentation autoritaire. Toute chose égale par ailleurs, les personnes les moins diplômées et les plus en difficultés financières sont plus favorables de 27 points de pourcentage à un régime autoritaire que les plus diplômés et les plus à l'aise financièrement. Le tableau croisé simple entre le niveau social et le type de régime souhaité est aussi sans équivoque. On constate en effet chez les répondants les moins aisés une partition presque parfaite en trois tiers entre les modalités « Autoritaire », « Démocratique » ou « Sans opinion » alors que les plus favorisés remettent beaucoup moins en cause les régimes démocratiques. Ils sont en effet seulement 5% à se rallier à l'une des modalités autoritaires contre 34% chez les moins aisés et diplômés :

Figure 15: Type de régime souhaité en fonction de la position sociale*



Fréquences pondérées

*Position sociale: Indice de position sociale basée sur les revenus et le niveau de diplôme

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: 37,3% des personnes les moins aisées ont sélectionné un régime autoritaire a la question 20

Figure 16 : Raisons pour lesquelles le régime sélectionné serait préférable

	Type de régime souhaité	
	Favorable à un régime autoritaire, N = 205	Favorable à un régime démocratique, N = 316
Il serait indépendant des minorités ethniques ou religieuses	7.6% (16)	8.4% (27)
Il serait plus à l'écoute de la population	32% (65)	67% (213)
Il serait plus efficace	39% (80)	27% (84)
Il serait moins autoritaire	15% (31)	12% (39)
Il respecterait nos valeurs traditionnelles	21% (43)	12% (36)
Car les politiciens sont néfastes	32% (65)	11% (35)
Il réduirait l'influence des élites	28% (57)	32% (100)
Car la population est incompétente	7.5% (15)	5.2% (17)
Pour être plus en sécurité	13% (26)	9.0% (29)
il serait indépendant des lobbys	25% (51)	44% (140)
Ne se prononce pas	3.5% (7)	0.3% (1)

*Fréquence pondérée (effectif pondéré)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

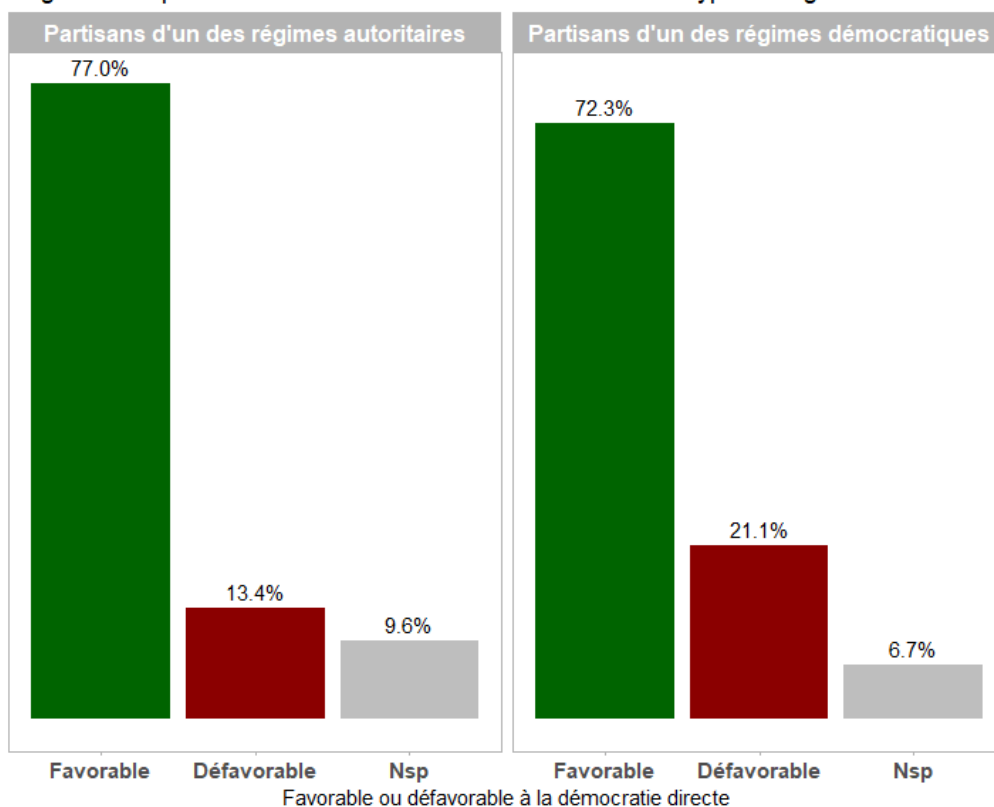
Champ: Répondants ayant sélectionné un autre régime que 'les institutions actuelles' ou 'NSP' (521)

Note de lecture: 39% des répondants favorables à l'un des régimes autoritaires ont motivé leur choix par le fait que 'ce régime serait plus efficace'

3. L'autoritarisme, une demande de démocratie insatisfaite

Le deuxième facteur qui semble entraîner une hausse de la demande de régime autoritaire est paradoxalement une demande de démocratie insatisfaite. La démocratie comme principe de gouvernement demeure en France la source incontestable de la légitimité du pouvoir et la manière la plus plébiscitée d'organiser la vie politique. On constate en effet à la question « *Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous à l'importance de vivre dans un pays démocratique ?* » des scores très hauts avec une moyenne de 8,5 sur 10 ; seulement 6% des répondants attribuent un score inférieur à 5 / 10. De manière très surprenante, lorsqu'on regarde les scores donnés à cette question chez les partisans des régimes autoritaires ou démocratiques, on ne constate qu'une différence modérée. Certes les seconds ont un score moyen très élevé de 8,9/10 mais les partisans des régimes autoritaires restent nettement favorables à la démocratie comme principe de gouvernement avec une moyenne de 7,2 sur 10 et seuls 16% d'entre eux attribuent un score inférieur à 5 sur 10. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, les partisans des régimes autoritaires ne sont donc pas antidémocrates par principe. Ils sont même légèrement plus favorables à la démocratie directe puisque 77% d'entre eux soutiennent la possibilité de déclencher un référendum national si une pétition dépasse 500 000 signatures contre 73% pour les personnes ayant choisi un régime démocratique.

Figure 17: Opinion sur la démocratie directe en fonction du type de régime sélectionné



Fréquences pondérées

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants ayant répondu à la question 20 (819)

Note de lecture: 77% des répondants ayant sélectionné un régime autoritaire sont favorables à la démocratie directe

Figure 18 : Importance pour les répondants de vivre dans un pays démocratique en fonction du type de régime souhaité

	Type de régime souhaité		
	Favorable à un régime autoritaire, N = 205	Favorable à un régime démocratique, N = 586	NSP, N = 283
Moyenne du score attribué à l'importance de vivre dans un pays démocratique (0 à 10)	7.09	9.01	8.12
Bipartition du score attribué à l'importance de vivre dans un pays démocratique			
0 à 4	17% (34)	1.6% (9)	8.4% (23)
5 à 10	83% (160)	98% (574)	92% (248)

Fréquence et moyenne pondérée (effectif pondéré)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: Les répondants ayant sélectionné un régime autoritaire attribuent en moyenne un score de 7,1/10 à l'importance de vivre dans un pays démocratique. Ils sont 17% à attribuer un score inférieur à 4/10

Cette compréhension de la demande autoritaire comme une demande de démocratie vient en premier lieu d'une réinterprétation de l'insatisfaction des citoyens les plus défavorisés socialement détaillée plus haut. Ces derniers sont certes insatisfaits de leur situation sociale mais également du caractère non

« équitable » des institutions. Cette exigence est, nous l'avons vu, puissamment associée au concept de démocratie en France. Par conséquent, il est possible d'interpréter le facteur explicatif de la position sociale comme étant en réalité une insatisfaction démocratique des moins favorisés frustrés par le caractère partial des institutions favorisant d'autres groupes sociaux dans une compétition perçue comme biaisée. Cependant, s'il semble cohérent que les moins favorisés soutiennent peu le régime en place et par extension tous les types de régime démocratique, comment expliquer que des personnes souhaitant une démocratie plus aboutie se rallient à un régime autoritaire ?

Il faut pour cela rappeler que l'insatisfaction de ces répondants est avant tout tournée vers les « élites » qui sont rendues responsables des difficultés socio-économiques et du mauvais fonctionnement des institutions. Pour ces répondants, il apparaît donc nécessaire de renverser ces élites par la force pour rétablir « la démocratie ». Cette rhétorique est particulièrement perceptible chez les partisans du « Comité de citoyens issus d'une révolution dotée des pleins pouvoirs » dont le ralliement est clairement conditionné par la possibilité d'une insurrection renversant les élites au pouvoir. Mais « la révolution » n'est pas le seul moyen possible pour renverser les élites, cela peut aussi se faire via le ralliement à un leader, un parti, un militaire capable d'un coup de force.

On trouve dans l'histoire plusieurs exemples de cette « alliance », dont l'une des plus célèbres et peut être celle entre César et la plèbe Romaine. Bien que lointain, cet exemple « canonique » permet d'observer les processus à l'œuvre. La république romaine faisait face dans les dernières décennies de son existence à un certain nombre de difficultés, dont une grande fragilisation des plus pauvres mis au chômage par l'afflux d'esclaves, la concurrence de l'artisanat étranger, la captation des terres par les plus riches et les sénateurs. Entraîné dans une spirale d'endettement et de pauvreté, la plèbe s'est ralliée massivement à César qui en échange de son soutien à abolit les dettes, mis en place des distributions de pain, baissa les loyers et partageât une partie des terres. Ce ralliement avait un prix : la fin de la république romaine. Si César n'arriva pas à ces fins, le mécanisme demeure³⁹. Formellement, ce mécanisme est un « accord » implicite entre une partie de la population acceptant de se priver de ses droits politiques et de certaines libertés en échange du renversement d'une élite par un leader censé rétablir le contrat social originel. Comme nous l'avons vu plus haut, les populations les plus disposées à ce marché sont les classes en souffrances, les moins diplômés et les moins aisés. Cet accord apparaît donc en réalité comme une alliance entre classe en souffrance et un leader autoritaire pour renverser un système oligarchique et une élite politique perçue comme hostile à leurs intérêts et ayant rompu le contrat démocratique commun.

Cette interprétation se trouve confirmée par nos données, comme le tableau croisé ci-dessous montrant chez les personnes trouvant que les institutions ne travaillent pas dans l'intérêt général soutiennent peu les régimes démocratiques (48% contre 76% pour ceux qui sont satisfaits) et plus fortement les régimes autoritaires (21% contre 15% des personnes satisfaites des institutions).

³⁹ Marcel Le Glay, « Rome : Grandeur et déclin de la république », Broché (1989)

Figure 19 : Type de régime souhaité en fonction de la perception ou non que les institutions travaillent dans l'intérêt général

Type de régime souhaité	Score donné (0 à 10) par les répondants à la question 'les institutions travaillent-elles dans l'intérêt général' ?		
	0 à 4, N = 601	5 à 6, N = 258	7 à 10, N = 183
Favorable à un régime autoritaire	21% (124)	20% (51)	15% (27)
Favorable à un régime démocratique	48% (286)	56% (144)	76% (139)
NSP	32% (191)	24% (63)	9.2% (17)

Fréquences pondérées (effectif pondéré)
 Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'
 Champ: Répondants ayant répondu à la question 13 (1042)
 Note de lecture: Les répondants peu convaincu que les institutions travaillent dans l'intérêt général (score de 0 à 4) sont 48% à avoir sélectionné un régime démocratique contre 76% pour les répondants satisfaits (score de 7 à 10)

Ainsi, si une minorité des partisans des régimes autoritaires sont réellement antidémocrate et cherche un régime basé sur l'ordre, la soumission, l'obéissance du corps social, la plupart des partisans des régimes autoritaires sont en réalité des démocrates très insatisfaits. Ces derniers cherchent une alternative pour renverser les institutions et les élites au nom d'un idéal démocratique, de justice et d'égalité. Si les alternatives proposées semblent contre productives, elles sont à la mesure de la colère d'une partie de la population, surtout les moins favorisés.

Au terme de cette première analyse, deux points communs apparaissent donc rassembler les « autoritaires » quel que soit le régime souhaité : une situation sociale difficile et une insatisfaction démocratique. Néanmoins les « autoritaires » ne partagent pas que des points communs et se divisent sur d'autres aspects, notamment idéologique comme nous le verrons dans la partie ci-dessous.

B. Des divergences sur le souhait ou le rejet de transformation de la société

1. Des divergences idéologiques nécessitant une multi partition du phénomène autoritaire

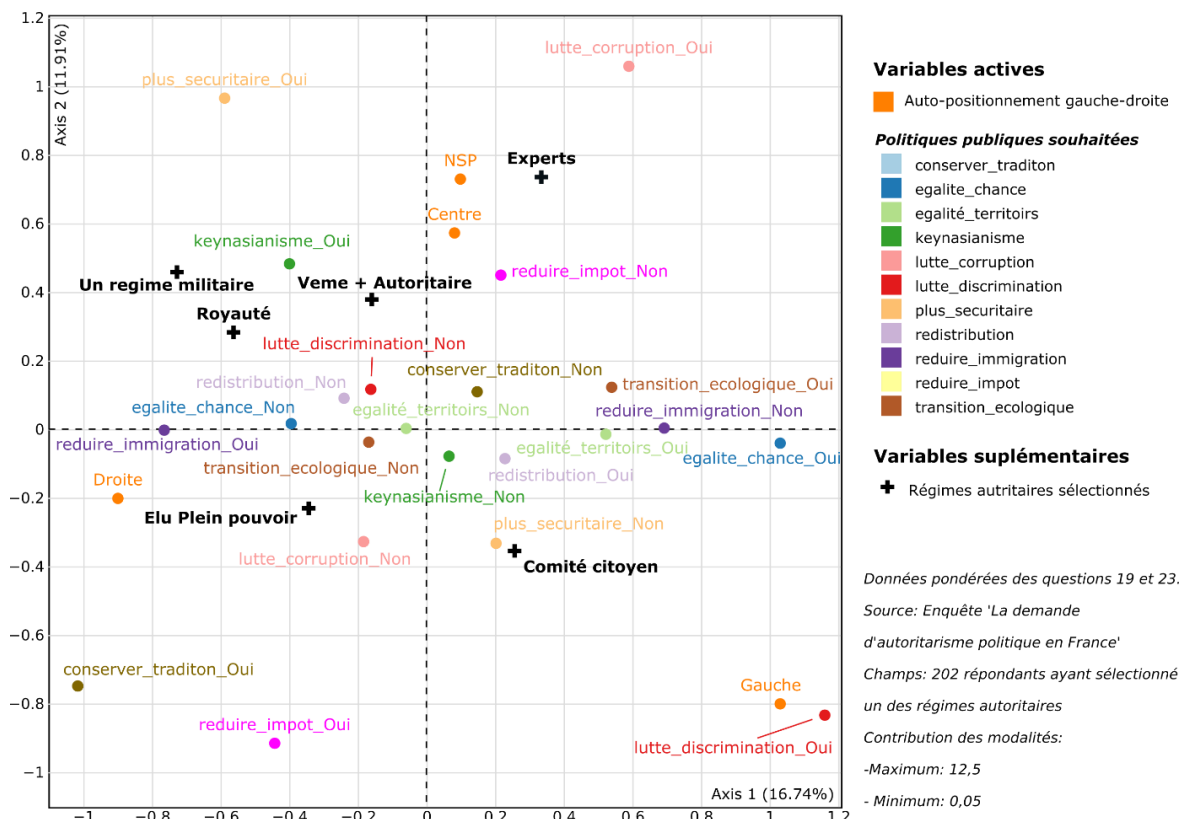
Si nous avons initialement regroupé les partisans des régimes autoritaires en un bloc unique, il apparaît essentiel d'affiner cette première analyse et de diviser les « autoritaires » en groupes plus homogènes. En effet, s'ils partagent une même insatisfaction sur la situation économique et sociale et sur le fonctionnement de la démocratie, ils sont sujets à des divisions idéologiques et aspirent à des projets collectifs différents. Il apparaît donc nécessaire de diviser les « autoritaires » que nous avons dans un premier temps rassembler et de les regrouper sur la base des points communs idéologiques que leurs partisans partagent. Cela permettra de plus de supprimer le problème du manque d'effectif de certaines modalités où nous avons moins de 30 observations et qui empêche selon le théorème central limite, toute

analyse. Nous avons pour ce faire produit une analyse factorielle, plus exactement une Analyse des Correspondances Multiples (ACM), adaptée aux données qualitatives où des individus sont décrits par plusieurs modalités de plusieurs variables. Pour réaliser cette ACM nous nous sommes basés sur deux questions renseignant sur l'idéologie des individus :

- Leur auto-positionnement sur une échelle gauche-droite (de 0 à 10) a la question 19.
- Les trois politiques publiques les plus demandées par chaque individu (question n°23) parmi la liste suivante :
 - Redistribuer les richesses entre riches et pauvres plus efficacement
 - Politique économique interventionniste : nationalisation, investissement publique, contrôle des entreprises.
 - Réduire l'immigration
 - Politique sécuritaire plus stricte
 - Politique de transition écologique
 - Politique d'égalité des chances : assurer aux citoyens les mêmes opportunités à l'école, dans l'emploi, dans les institutions.
 - Politique anti-corruption et anti-lobby
 - Revitalisation des territoires en difficultés.
 - Réduire les impôts
 - Lutter contre les discriminations de genre, de races, de religions.
 - Préserver nos traditions culturelles

Les deux premiers axes permettent d'expliquer 29% de la variance ce qui est relativement satisfaisant vu le nombre important de modalité (26).

Figure 20 : Analyse des correspondances multiples pour différencier les partisans des régimes autoritaires



Il se dégage de l'analyse factorielle une tripartition des individus ayant sélectionné un régime autoritaire. A gauche du plan se regroupent les régimes politiques autoritaires avec une forte concentration du pouvoir dans les mains d'une seule personne. Nous qualifierons ces régimes de « Régime personnel » du fait de cette caractéristique commune de centraliser le pouvoir sur un seul dépositaire même si ces régimes ont des légitimités différentes : légitimité populaire (un président élu avec des pouvoirs étendus), militaire (régime militaire) ou religieuse et historique (la monarchie absolue). A droite du plan se trouve les deux modalités restantes : le « Groupe d'expert » et le « Comité de citoyen ». Le premier se trouve en haut du plan car il est constitué d'individus politiquement au centre ou sans affiliation et surtout intéressé par la lutte contre la corruption. Le second est en bas du plan et se caractérise par une plus grande proximité avec la « Gauche » politique et idéologique.

2. Conserver ou transformer la société ?

Le groupe des partisans d'un « régime personnel » qui agrège quatre modalités, compte au total 80 individus. Ils se distinguent des autres partisans des régimes autoritaires sur six points :

1. Idéologiquement ils se définissent plutôt à droite ou au centre (68%) et très peu à gauche (6%).
2. Ils sont les moins hostiles aux élites politiques ou économiques : 51% ont sélectionné l'un de ces deux groupes comme responsable du mauvais fonctionnement de la démocratie contre 80% pour les partisans des autres régimes autoritaires.
3. On trouve une grande proportion de plus de 50 ans (56% contre 23% pour les autres autoritaires).
4. Ils semblent bénéficier de meilleures conditions de vie (35% ont souvent des difficultés à finir les fins de mois contre 49% pour les partisans du comité de citoyens).
5. Ils sont particulièrement concernés par la « Réduction de l'immigration » qui est de très loin la politique la plus plébiscitée de ce groupe (75% d'entre eux).
6. Ces individus sont de plus relativement hostiles à l'idée de liberté politique et préfèrent l'obéissance aux autorités en place. Dans l'arbitrage proposé à la question 27 « *En échange de l'application immédiate des politiques que vous avez sélectionnées, que seriez-vous prêt à concéder* », ils sont 78% à être prêt à renoncer à certaines caractéristiques de la démocratie (liberté de l'information, suppression des élections etc) pour appliquer les politiques souhaitées.

Ce groupe correspond relativement bien aux études fondatrices réalisées entre les années 40 et 60 par Adorno et Altemayer sur l'autoritarisme « de droite » caractérisé par ⁴⁰:

1. Un fort ethnocentrisme (tendance à privilégier le groupe ethnique auquel on appartient et à en faire le seul modèle de référence.)
2. Un conformisme et une adhésion aux normes sociales et par conséquent une hostilité à la « déviance ».
3. Le respect et le soutien aux autorités en place et à leurs dirigeants.

⁴⁰ Jean-Pierre Deconchy, Vincent Dru. « L'autoritarisme ». Presses Universitaires de Grenoble, 2007.

Ce groupe semble plutôt caractérisé par le souhait de conserver par la force la société telle qu'elle est, sans remise en cause de l'ordre économique, des normes sociales ou de la proportion d'étrangers. On retrouve nettement cette prédisposition dans l'hostilité à l'immigration très marquée qui semble illustrer un désir d'homogénéisation ethnico-linguistique⁴¹. Pour ce groupe, l'autoritarisme politique est un moyen de « figer » la société et de rendre impossible tout changement structurel.

L'autre sous-groupe important parmi les partisans des régimes autoritaires est constitué des partisans du « comité de citoyens » qui sont au nombre de 102 (avec les effectifs pondérés). A l'inverse des adeptes du « régime personnel » ces derniers se distinguent sur les éléments suivants :

1. C'est un groupe politiquement très mixte avec une domination relative de la gauche (40%) dont la proportion est plus élevée que chez les deux autres groupes.
2. Ils sont beaucoup plus hostiles aux « Plus riches » qui sont considérés comme les principaux responsables du mauvais fonctionnement de la démocratie (75%).
3. Ils sont surtout composés d'actifs à l'inverse des adeptes des « régimes personnels » où l'on trouve beaucoup de retraités. Ces actifs sont de plus d'origine relativement modeste car ce sont essentiellement des employés et ouvriers (60%). En conséquence, ce sont aussi ceux qui ont le plus de difficultés financières (90% ont du mal à finir les fins de mois).
4. La question sur les trois politiques publiques les plus plébiscitées montrent qu'ils sont particulièrement motivés par la notion d'égalité. Ils sont ainsi beaucoup plus favorables à la redistribution des richesses (66% sont en faveur contre 40% et 23% pour les deux autres groupes) et à la promotion de l'égalité des chances (39% contre 11% pour les partisans du « Régime personnel »).
5. Ils sont les plus insatisfaits des institutions et de la situation économique et sociale et attribuent en moyenne des scores entre 3 et 4 sur 10 aux différentes questions de satisfaction.

On perçoit dans ce groupe une double volonté de renverser l'ordre politique mais aussi l'ordre social et économique qui se superposent et se confondent. Pour ces derniers l'autoritarisme politique n'est qu'un outil pour transformer la société et les hiérarchies en place en via des politiques volontaristes de redistribution, de promotion sociale. Ils se distinguent des partisans des « régimes personnels » plus ancrés à droite pour qui l'ordre, le respect de l'autorité, l'obéissance sont une fin en soi alors que pour ce groupe il s'agit plutôt d'un moyen d'appliquer les politiques publiques demandées. Les adeptes du « comité de citoyen », frustrés par l'incapacité des institutions à prendre en compte leur revendication se tournent donc vers cette option y voyant le seul moyen effectif de transformer les injustices sociales qui constitue le socle fondamental de leurs aspirations.

L'analyse du dernier groupe d'autoritaires, les partisans du « comité d'expert », est rendue difficile par les faibles effectifs puisque seuls 22 individus ont sélectionné cette option ce qui rend toute désagrégation peu fiable. Nous ne présenterons ainsi que les tendances les plus nettes, qui affectent l'ensemble de ce groupe. Idéologiquement il s'agit d'un groupe très mixte et varié avec une domination relative des personnes « ne se reconnaissant pas sur l'échelle gauche droite » (39%). Le seul trait saillant semblant émerger de ces 22 individus est qu'ils sont relativement satisfaits des institutions (il attribuent un score

⁴¹ Gilles Ivaldi. « Éric Zemmour : un 'backlash culturel' à la française ? », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 13, 2022.

moyen du niveau de démocratie de 5,9 sur 10) et peu intéressé par des changements structurels. Par exemple, ils sont très peu à avoir sélectionné la redistribution des richesses (23%). La seule politique publique largement partagée par ces derniers est la « lutte contre les lobbys et la corruption » (69%). Ils semblent donc globalement apprécier l'esprit des institutions et de l'ordre social mais pas les dirigeants et souhaitent une amélioration de la situation en remplaçant l'élite au pouvoir sans changer pour autant les institutions. Cela se confirme avec l'observation d'autres variables, notamment la question 28 qui interroge les répondants sur les situations exceptionnelles qui rendraient pour eux acceptables que le gouvernement ait les pleins pouvoirs et limite les libertés de chacun (« Parmi les situations suivantes, lesquelles pourraient justifier que le gouvernement ait les pleins pouvoirs et limite les libertés de chacun »). Ils sont plus nombreux que les autres autoritaires à accepter la privation de liberté et le recours au plein pouvoir dans au moins une des situations proposées (68%) ce qui semble indiquer leur confiance dans les institutions.

Tableau 10 : Synthèse des différences entre les trois types de régimes autoritaires identifiés (tableaux détaillés sont en annexes)

	Partisans du « Comité de citoyens »	Partisans d'un « Régime personnel »	Partisans du « Comité d'expert »
Orientation politique	Gauche : 40% Centre : 12% Droite : 32% Nsp : 16%	Gauche : 7% Centre : 31% Droite : 36% Nsp : 26%	Gauche : 25% Centre : 7% Droite : 29% Nsp : 39%
Politiques publiques les plus demandées	Redistribution des richesses (66%)	Réduire l'immigration (70%)	Politique anticorruption et anti-lobby (64%)
Responsable du mauvais fonctionnement de la démocratie	○ « Les plus riches » (75%) ○ L'élite politique (58%)	○ « Les plus riches » (40%) ○ Les médias (37%)	○ « L'élite politique » (69%) ○ Des lobbys économiques (51%)
Perception du niveau de démocratie	3,6 / 10	4,4 / 10	5,9 / 10
Perception de la situation économique et sociale	3,1 / 10	3,8 / 10	4 / 10
Principales CSP	○ Employé et Ouvrier (60%) ○ Retraité (16%)	○ Employé et Ouvrier (48%) ○ Retraité (40%)	○ Employé et Ouvrier (57%) ○ Cadre et PI (18%)
% de ménages ayant des difficultés à finir les fins de mois	90%	80%	70%

* * *

Ces trois groupes ainsi départagés et décrits permettent de comprendre la diversité des demandes autoritaires. Ils se différencient et s'opposent fondamentalement sur le degré de changement de la structure sociale. Les partisans du « régime personnel » semblent plutôt motivés par sa conservation et

voit dans l'autorité une valeur et une fin en soi. Les soutiens du « comité de citoyen » recherchent eux la transformation radicale de l'ordre social grâce à des institutions politiques débarrassées de l'influence des élites. Le dernier groupe formé par les défenseurs du « régime des experts » est plus difficile à cerner mais semble surtout « réformiste », c'est-à-dire cherchant une amélioration des institutions sans modification radicale de l'ordre socio-économique.

Cette longue analyse des points communs et différences entre les partisans des régimes autoritaires ne doit pas faire oublier l'une des principales informations de cette partie, à savoir que la demande de régime autoritaire apparaît à première vue limitée quantitativement parlant puisqu'elle ne semble rassembler que 19% de l'ensemble des répondants. Faut-il en conclure pour autant à l'absence de risque ou de possibilité de mise en place d'un régime anti démocratique en France ? La réponse est en réalité loin d'être évidente car plusieurs éléments montrent une importante fragilité que nous développerons et approfondirons dans la dernière partie ci-dessous.

IV. Le risque de mise en place d'une démocratie « illibéral »

Si la demande autoritaire, explicitement affirmée, semble minoritaire les tendances qui émergent des données de l'enquête nous incitent en réalité à la prudence, en premier lieu du fait d'une forte désunion à l'intérieure du groupe « non autoritaire » et en second lieu du fait de la grande hostilité aux institutions actuelles mises en lumière en premier partie.

A. Des anti-autoritaires désunies

Si 19% des répondants soutiennent la mise en place d'un régime autoritaire, seulement un peu plus de la moitié (55%) soutiennent explicitement un des deux régimes démocratiques proposés. Le reste des répondants (26%) ne s'est pas prononcé. Nous ne sommes donc pas en présence d'une opposition binaire où les partisans des régimes démocratiques dominent largement une minorité « d'autoritaires » mais dans une tripartition de l'opinion publique d'où émerge deux menaces. Premièrement le rapport de force entre « autoritaire » et « partisans des régimes démocratiques » est relativement faible et surtout instable car l'écart pourrait se resserrer si une partie importante des personnes ne s'étant pas prononcé (26%) venait à se rallier au groupe « autoritaire ». Le rôle des « Indécis » est donc stratégique et représente la première menace : quelle est leur position sur la démocratie et peuvent-ils se rallier à un régime autoritaire ? La seconde menace concerne quant à elle le groupe des partisans des régimes démocratiques (55%) où existe une forte division en deux camps et qui rend leur « union » pour la défense des institutions incertaine.

Figure 21 : Type de régimes politiques souhaités par les répondants

N = 1,074

Régimes politiques

Favorable à un régime autoritaire	19% (205)
Favorable à un régime démocratique	55% (586)
Ne se prononce pas	26% (283)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés)
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20)
Champ: Ensemble des répondants (1074)
Note de lecture: 55% des répondants soit 586 personnes souhaitent un régime de type démocratique (voir catégorisation à la partie II)

1. Des « Indécis » insatisfaits

Commençons par l'étude du groupe des personnes « ne s'étant pas prononcé ». L'interprétation de cette absence de positionnement est complexe mais fondamentale. De manière générale, plusieurs motivations peuvent pousser à sélectionner la modalité « Je ne sais pas, Je ne souhaite pas répondre ». Il peut s'agir d'un désintérêt, de ne pas avoir d'opinion, de ne pas oser répondre ou d'avoir un avis mais

de ne pas se retrouver dans l'une des modalités proposées. Il est probable que ce groupe des « Indécis » soit composé de personnes ayant toutes ces motivations. Cependant, les enquêtes de sociologie politique indiquent habituellement que ne pas se prononcer sur des questions politiques est rarement une absence d'opinion mais plutôt un signe de rejet ou d'une non-adhésion aux options proposées comme c'est le cas pour le phénomène de l'abstention par exemple⁴². Pour explorer cette possibilité nous avons produit quelques tris croisés sur des variables socio-économiques et de satisfactions à l'égard des institutions. L'ensemble des analyses indiquent que les « Indécis » sont globalement insatisfaits des institutions et du niveau de démocratie, plus que les supporteurs des « régimes démocratiques », et sont très proches du niveau d'insatisfaction des partisans des régimes « Autoritaires ». Le score moyen attribué par les « indécis » au niveau de démocratie en France est ainsi de 4,1 sur 10, un niveau similaire à celui du groupe des « Autoritaires » (4,2 sur 10) et bien loin du groupe des « Démocrates » (5,9 sur 10). Ces scores bas et cette proximité avec les partisans des régimes autoritaires se constatent sur la totalité des autres questions évaluant la satisfaction des institutions. Globalement, les indécis ne sont donc pas un groupe sans opinion ayant une attitude neutre ou indifférente mais un ensemble de répondants très insatisfaits des institutions actuelles dans des niveaux très similaires à ceux exprimés par les partisans des régimes autoritaires.

Figure 22 : Niveau de satisfaction des trois catégories de répondants sur les institutions et la situation socio-économique

	Type de régime souhaité		
	Favorable à un régime autoritaire, N = 205	Favorable à un régime démocratique, N = 586	Ne se prononce pas, N = 283
Le score de la démocratie en France (0 à 10)	4.20	5.91	4.13
Les tendances politiques sont-elles justement représentées dans les institutions politiques nationales ? (score sur 10)	3.51	5.36	4.23
Les institutions font-elles de leur mieux pour prendre des décisions dans l'intérêt général (score sur 10)	3.39	4.39	2.97
Les institutions sont-elles capables de protéger les Français des menaces de notre temps ? (0 à 10)	3.81	5.23	4.00
Situation socio-économique en France (score de 0 à 10)	3.50	4.60	3.57
Fréquences pondérées (effectifs pondérés)			
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20, 9, 13, 12 et 18)			
Champ: Ensemble des répondants (1074)			
Note de lecture: Les personnes ne choisissant ni un régime autoritaire ni un régime démocratique ont attribué une note moyenne de 4,2 au niveau de la démocratie en France			

⁴² Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, *Les Origines du populisme, Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Seuil, 2019, pp. 20-21

Deuxièmement, si les indécis sont insatisfaits, où se situent-ils idéologiquement ? L'observation des résultats de l'auto-positionnement sur l'axe gauche droite ne permettent pas de dégager de tendance claire. Les « Indécis » sont en effet ventilés dans les différentes familles idéologiques sans domination nette d'un camp ou de l'autre. En revanche sur les autres questions visant à cerner idéologiquement les répondants comme celle proposant d'identifier les « Responsables du mauvais fonctionnement des institutions actuelles » ou les « trois politiques publiques les plus souhaitables », les « Indécis » présentent des réponses relativement spécifiques mais plus proches des « Autoritaires » que des « Démocrates ». En effet, les écarts cumulés entre les réponses des Indécis et les deux autres groupes sont systématiquement plus faibles avec les partisans des régimes autoritaires. L'écart est ainsi de 39 points de pourcentage entre « Indécis » et « Autoritaire » sur la question de « l'identification des responsables du mauvais fonctionnement des institutions » contre 74 points d'écart avec les démocrates ; sur la question des politiques publiques les plus souhaitées l'écart est de 56 points avec les « Autoritaires » contre 86 points avec les « Démocrates ».

Tableau 11 : Ecart cumulé* en point de pourcentage entre « Indécis » et « Autoritaire » et « Indécis » et « Démocrate » sur deux questions du questionnaire

	Identification des « Responsables du mauvais fonctionnement des institutions actuelles »	Les trois politiques publiques les plus souhaitées
Somme cumulée des écarts entre le groupe « Indécis » et le groupe « Autoritaire »	39 points de %	56 points de %
Somme cumulée des écarts entre le groupe « Indécis » et le groupe « Démocrate »	74 points de %	86 points de %
*Ecart calculé en soustrayant pour chaque modalité le pourcentage répondu par les « Indécis » et les répondants ayant choisi un régime autoritaire ou démocratique. Les résidus de chaque modalité sont ensuite additionnés. Opération répétée pour les deux questions. Source : Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20, 14 et 23) Champ : Ensemble des répondants (1074) Note de lecture : Les écarts cumulés entre « Indécis » et « Autoritaire » a la question n°23 (politiques souhaitées) est de 56 points de pourcentage.		

Néanmoins, si les indécis sont très insatisfaits des institutions actuelles et idéologiquement plus proches des « Autoritaires » ils demeurent convaincus par l'importance de « Vivre dans un régime démocratique » puisqu'ils sont 77% à attribuer un score supérieur à 7 sur 10 à cette question. Ils se situent à ce titre précisément entre les Autoritaires qui ne sont que 55% à attribuer un tel score et les Démocrates (93%).

Figure 23 : Désir de vivre dans un pays démocratique en fonction du type de régime souhaité

	Score attribué à 'l'importance de vivre dans un pays démocratique' (0 à 10)			NSP, N = 27
	0 à 4, N = 65	5 à 6, N = 106	7 à 10, N = 875	
Type de régime souhaité				
Favorable à un régime autoritaire	16% (34)	23% (47)	55% (113)	5.6% (11)
Favorable à un régime démocratique	1.6% (9)	5.2% (30)	93% (544)	0.5% (3)
Ne se prononce pas	8.0% (23)	10% (29)	77% (219)	4.4% (12)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés)
 Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20 et 10)
 Champ: Ensemble des répondants (1074)
 Note de lecture: Les personnes ne choisissant ni un régime autoritaire ni un régime démocratique sont 77% à avoir attribué une note entre 7 et 10 à l'importance de vivre dans un pays démocratique

Enfin, socio-économiquement parlant, le groupe des « Indécis » est moins aisés que le groupe « Démocrate » dont seulement 9,9% ont un indice social « bas » mais plus aisés que le groupe « Autoritaire » (39% ont un indice social « bas »).

Figure 24 : Niveau social en fonction du type de régime souhaité

	Indice synthétique de position sociale *		
	Bas, N = 215	Intermédiaire, N = 587	Haut, N = 273
Régimes souhaités par les répondants			
Favorable à un régime autoritaire	39% (80)	53% (109)	7.6% (16)
Favorable à un régime démocratique	9.9% (58)	56% (328)	34% (200)
Ne se prononce pas	27% (76)	53% (149)	20% (57)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés) *Indice calculé avec le niveau de revenu et le niveau de diplôme (voir partie I pour les détails du calcul) Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20 et 10)
 Champ: Ensemble des répondants (1074)
 Note de lecture: Les personnes ne choisissant ni un régime autoritaire ni un régime démocratique sont 27% à avoir un indice de position sociale bas

Les conclusions de ces analyses et de ces comparaisons montrent tout d'abord que les indécis ne sont donc pas un groupe « apolitique » ou sans opinion sur les institutions politiques. De manière très intéressante, les « Indécis » ont un taux de non-réponse sur ces différentes variables comparables avec le reste de l'échantillon, signe qu'ils se positionnent idéologiquement et politiquement avec autant de précision et de connaissance que les autres. Les résultats montrent surtout une remarquable constance, les « Indécis » se situant toujours entre le groupe des « Autoritaires » et le groupe des « Démocrates ». Il est donc fort probable que leur indécision sur le choix du régime politique soit plutôt à expliquer par le fait qu'aucun régime proposé ne trouvent grâce à leurs yeux. Ils sont trop déçus pour soutenir les institutions démocratiques mais pas assez pour se rallier à un régime autoritaire, solution probablement trop radicale à leurs yeux. Néanmoins, du fait de leur insatisfaction, on peut faire l'hypothèse que si la situation de ce groupe pivot se détériore et si leur perception de l'iniquité de la société s'aggrave, une partie d'entre eux pourrait basculer dans le groupe des « autoritaires ».

2. Des démocrates divisés

L'autre élément rendant la situation problématique est à trouver dans l'opposition dans le groupe même des partisans des régimes démocratiques divisé à part quasi égale entre les partisans d'un régime « *Parlementaire avec de la démocratie directe* » (29%) et ceux soutenant les « *Institutions actuelles de la 5^{ème} république* » (25%). Ces deux groupes ne se différencient pas uniquement sur le type de régime politique mais également sur leur profil socio-démographique, leur conception du pouvoir et leur perception des institutions. De manière générale, les partisans de la « 6^{ème} république » (dénomination que nous utiliserons pour nommer le régime parlementaire avec de la démocratie directe) sont moins favorisés économiquement parlant. Ils sont ainsi 61% à déclarer avoir du mal à terminer les fins de mois contre 49% des partisans de la 5^{ème} république. La même tendance s'observe sur la perception de la situation socio-économique, les partisans de la 6^{ème} république sont 57% à être très insatisfaits (score entre 0 et 4 sur 10) de la situation « économique et sociale » contre 26% pour les partisans de la 5^{ème} république. Ce clivage semble se traduire dans les perceptions politiques, puisque les partisans de la 6^{ème} république sont aussi très insatisfaits à l'égard des institutions actuelles qui les « récompense » de manière insuffisante alors que les adeptes des institutions actuelles y sont logiquement bien plus favorables. En effet, si l'on regarde le score agrégé de satisfaction à l'égard des institutions qui agrège les scores donnés aux questions 11, 12 et 13 on constate que seulement 43% des partisans de la « 6^{ème} république » ont un score de satisfaction supérieur ou égale à 5 sur 10 contre 77% pour les partisans de la « 5^{ème} république ».

Figure 25 : Satisfaction par rapport aux institutions actuelles en fonction du type de régime souhaité

	Indice de satisfaction des institutions *	
	0 à 5, N = 667	6 à 10, N = 320
Régimes souhaités par les répondants		
Vème république	41% (100)	59% (145)
6ème République	73% (224)	27% (81)
Ne se prononce pas	76% (185)	24% (57)
Comité de citoyen aux pleins pouvoirs	90% (88)	9.8% (10)
Régime personnel	72% (55)	28% (21)
Régime des experts	73% (16)	27% (6)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés) *Indice calculé en agrégeant trois scores de satisfaction (voir partie I pour les détails du calcul) Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France' (question 20, 11, 12 et 13)
 Champ: Ensemble des répondants (1074)
 Note de lecture: Les personnes préférant le régime de la '6ème république' sont 27% à avoir un score de satisfaction élevé (6 à 10) contre 59% pour les partisans de la Vème république

On ne constate en revanche pas vraiment de clivage idéologique entre les deux groupes de démocrates, que ce soit sur le positionnement sur l'échelle gauche-droite ou sur le choix des politiques publiques souhaitées où les réponses des deux groupes sont assez proches. Ils s'opposent en revanche sur la question de la démocratie directe puisque les partisans de la « 6^{ème} république » sont 88% à y être favorable contre 54% seulement pour les partisans de la Vème république.

3. Une opposition à la mise en place d'un régime autoritaire potentiellement minoritaire

Ainsi, les « indécis » et les partisans de la « 6^{ème} république » sont malgré leur différence tous les deux insatisfaits et hostiles aux institutions actuelles. Si ces deux groupes n'ont pas de velléités autoritaires explicites ils n'en demeurent pas moins qu'ils ne manifestent pas de volonté de soutenir les institutions de la Vème république. Ils mettent à ce titre en lumière le scénario hypothétique le plus « dangereux » pour la mise en place d'un régime autoritaire en France: la vraie vulnérabilité de la situation actuelle n'est pas à trouver dans une forte demande autoritaire mais dans l'absence de volonté de défendre les institutions actuelles contre un régime autoritaire. Les institutions de la Vème république sont si peu populaires et perçues comme ayant « trahi » le contrat social démocratique qu'elles ne semblent pas pouvoir être protégées, défendues, soutenues par une part importante de la population contre une minorité autoritaire déterminée. Dans le cas d'un scénario manichéen mettant en tension une force politique antidémocratique et les institutions actuelles, la défiance des « Indécis » et des « Partisans de la 6^{ème} république » pourrait fortement limiter la mobilisation même contre un régime encore moins démocratique que celui en place.

L'absence d'une coalition pour défendre les institutions contre un régime autoritaire n'est pas le seul élément rendant vulnérable le maintien d'institutions démocratiques en France. Un dernier point identifié dans cette enquête suggère l'existence d'une fragilité supplémentaire. Il s'agit de l'acceptabilité relativement élevée à un « contrat social autoritaire ».

B. Les bases d'un « contrat social autoritaire »

Le « contrat social autoritaire » est une notion qui dérive du concept de « contrat social » développé en philosophie et en science politique. A l'origine, le « contrat social » vise à garantir certains principes et rendre possible la vie en société en échange d'une limitation partielle de sa propre liberté en se conformant à des règles communes⁴³. Les principes et la finalité de ce contrat varie en fonction des théoriciens ayant conceptualisé ce terme. Pour Rousseau il s'agit de promouvoir l'intérêt général, la liberté et l'égalité. Ce contrat social doit être garanti et mis en place par les citoyens eux-mêmes qui via une association collective démocratique. Mais pour d'autres auteurs le garant et l'entité en charge d'assurer le contrat social n'est pas nécessairement « démocratique ». Ainsi Hobbes ou Locke charge un tiers de garantir le contrat social, tiers qui peut être un monarque. Dans les faits, on observe bel et bien un certain nombre de régimes autoritaires développant un discours justifiant la légitimité de leur existence et pouvant effectivement se prévaloir d'un soutien au moins partiel d'une partie de la population. Le concept de « contrat social autoritaire » permet en partie d'expliquer la stabilité de ces régimes et leur capacité à se maintenir en place. Ce « contrat » implicite consiste en une réduction des droits et libertés politiques en échange d'amélioration sensible sur des secteurs particuliers comme le détail Eugénie Mérieau dans son livre « *La dictature, une antithèse de la démocratie ?* » :

« L'une des lacunes majeures de la condamnation morale de la dictature en lieu et place d'une analyse empirique est qu'elle a longtemps éludé la question des déterminants sociologiques de la dictature, s'interdisant de penser la possibilité d'assises populaires à la dictature. Refuser une telle possibilité revient à méconnaître l'existence du « contrat social autoritaire » qui lie, dans de nombreux régimes autoritaires, la population à ses dirigeants : ces derniers s'engagent à garantir la sécurité économique en échange de la docilité. Historiquement, ce sont d'ailleurs les États autoritaires qui ont posé les premiers jalons de nos États-providence européens, notamment avec Otto Von Bismarck dans l'Allemagne impériale du xix^e siècle. Dans la première moitié du xx^e siècle, les régimes communistes étaient à l'avant-garde de la législation sociale et le bien-être économique des travailleurs était le fondement de la légitimité de l'Union soviétique, son contrat social [...]. En Chine, « l'État-providence autoritaire » assure à la population un rapide développement économique, tout en promettant droit à la retraite, à l'assurance chômage, au congé maternité, à la sécurité sociale, à une subvention logement, etc. [...]. Dans les monarchies du Golfe, s'il n'y a pas d'État-providence, la population nationale est « subventionnée », principalement par l'octroi d'un emploi à vie dans le secteur public, l'absence de taxes, et une quasi-gratuité du gaz et de l'essence. Dans la Libye de Mouammar Kadhafi par exemple, le droit au logement était garanti, l'éducation et les soins de santé étaient gratuits, quand les prix de l'essence et de l'électricité étaient maintenus très bas [...] »⁴⁴.

⁴³ Hermet, Guy, et al. Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques. Armand Colin, 2015

⁴⁴ Eugénie Meriau, *La dictature, une antithèse de la démocratie ?*, Paris, Le cavalier bleu, 2019 (P124-125 et 223)

Ainsi, au-delà d'une dichotomie manichéenne « Démocratie plébiscitée » contre « Dictature totalitaire », les régimes autoritaires semblent être en mesure dans certains cas de légitimer leur pouvoir via d'autres moyens comme la prospérité et la redistribution des richesses, l'ordre et la sécurité ou en mettant en avant leur action pour assurer l'indépendance et la souveraineté nationale comme Nasser en Egypte, ou le régime Kémaliste en Turquie. Ces régimes autoritaires peuvent donc bénéficier d'une légitimité populaire. Ce soutien n'est pas nécessairement majoritaire nécessitant une coercition sur de grandes parties de la population mais il y aurait au moins une minorité substantielle de la population soutenant activement ou passivement un régime autoritaire.

Partant de cette réflexion et de ces exemples plusieurs questions de mon questionnaire ont été construites pour évaluer les possibilités d'existence d'un contrat social autoritaire en France. Ainsi, certaines questions proposent un arbitrage entre une action désirée (certaines politiques publiques) et la suppression de certaines caractéristiques de la démocratie libérale. Nous avons testé cette possibilité dans l'enquête en demandant aux répondants de choisir les trois politiques publiques préférées parmi une liste de 11. Immédiatement après, la question suivante a été posée :

« En échange de l'application immédiate de ces politiques, que seriez-vous prêt à concéder :

- *Que le gouvernement contrôle fortement ce que disent les médias.*
- *Suppression du conseil constitutionnel*
- *Suppression du droit de manifester*
- *Suppression des partis politiques*
- *Que le gouvernement contrôle les tribunaux et décide des jugements.*
- *Suppression des élections*
- *Je préfère que les politiques que j'ai choisies ne soient pas appliquées immédiatement car ces concessions sont trop drastiques.*
- *Je ne sais pas, Je ne souhaite pas répondre*

Face à ce choix, seulement une minorité de personnes rejette catégoriquement ce « marché » (19%) préférant conserver des institutions démocratiques avant tout. A l'opposé, deux fois plus de répondants semblent prêts à l'accepter en choisissant au moins une des « concessions » proposées (43%). Dans ce groupe, certains semblent même très disposés à une telle alternative car 11% des répondants ont même sélectionné deux éléments ou plus sur lesquels ils sont prêts à renoncer. Le taux de « Non-réponse » est cependant assez fort (38%), signe que la question a peut-être été considérée comme absurde, difficile à répondre ou sans intérêt. Disposant néanmoins d'une réponse pour au moins 60% des répondants nous avons fait le choix d'exploiter les résultats.

Figure 26 : En échange de l'application immédiate des politiques que vous avez choisies, que seriez-vous prêt à concéder ?

	N = 1,074
Ne se prononce pas	38% (408)
Suppression des partis politiques	20% (212)
Ces concessions sont innacceptables	18% (198)
Que le gouvernement contrôle les médias	13% (142)
Suppression du conseil constitutionnel	9.2% (99)
Que le gouvernement contrôle la justice	7.6% (82)
Interdiction du droit de manifester	5.4% (58)
Suppression des élections	3.0% (32)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France', question 27

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: 20% des répondants sont prêts à accepter que les partis politiques soient supprimés en échange de l'application des politiques publiques qu'ils souhaitent

Figure 27 : Part de la population prête ou non à concéder des éléments démocratiques en échange de l'application des politiques publiques souhaitées

	N = 1,074
En échange de l'application immédiate des politiques que vous avez choisies, que seriez-vous prêt à concéder ?	
Prêt à faire une concession aux institutions démocratiques	32% (345)
Prêt à faire deux concessions ou plus aux institutions démocratiques	11% (121)
Ne se prononce pas	38% (408)
Refuse de faire une concession aux institutions démocratiques	19% (201)

Fréquences pondérées (effectifs pondérés)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France', question 27

Champ: Ensemble des répondants (1074)

Note de lecture: 32% des répondants sont prêts à accepter une concession aux institutions démocratiques en échange de l'application des politiques publiques qu'ils souhaitent

Parmi la liste, la concession la plus sélectionnée concernent la « *suppression des partis politiques* » dont la défiance qu'ils génèrent est ici confirmée. Ces derniers ne sont plus vus comme des représentants légitimes ou des défenseurs de familles idéologiques ou de groupes sociaux mais comme des organisations défendant des intérêts particuliers opposés à ceux de la population. A l'inverse, les options les moins sélectionnées (« *Suppression du droit de manifester* » et « *Suppression des élections* ») indiquent un attachement à certains éléments de la démocratie qui permettent à la population d'exprimer des idées politiques et d'influer sur les décisions collectives. Cela confirme les observations faites dans la partie II où nous avons montré le paradoxale attachement des partisans des régimes autoritaires à « la démocratie ». La même logique semble ici observable : face à des institutions perçues comme non représentatives et partiales, une partie des répondants semblent disposés à renoncer à certains éléments de la démocratie libérale à condition que « l'essentiel » soit conservé : le droit de vote et le droit de manifester.

Les partisans des « régimes démocratiques » se démarquent des partisans des « régimes autoritaires » avec un taux d'acceptation du « contrat autoritaire » beaucoup plus faible (36%) que ces derniers (73%) même s'il reste assez élevé. On retrouve de plus les mêmes logiques mises en lumière dans la première partie, à savoir que la propension à accepter un contrat autoritaire est liée à la position sociale et l'insatisfaction sur le niveau de démocratie ou la situation économique et sociale. Ainsi, les personnes les moins favorisées ou les moins satisfaites auraient plus de propension à accepter le contrat autoritaire proposé.

Figure 28 : Part de la population prête ou non à concéder des éléments démocratiques en échange de l'application des politiques publiques souhaitées

	Niveau de satisfaction à l'égard des institutions (score de 0 à 10)	
	0 à 5, N = 667	6 à 10, N = 320
Souhaite ou non faire des concessions		
Ne se prononce pas	66% (236)	34% (123)
Prêt a faire une concession ou plus aux institutions démocratiques	75% (335)	25% (112)
Refuse de faire une concession aux institutions démocratiques	53% (95)	47% (85)
Fréquences pondérées (effectifs pondérés)		
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France', question 27		
Champ: Ensemble des répondants (1074)		
Note de lecture: 75% des répondants prêts a accepter une ou plusieurs concessions aux institutions démocratiques en échange de certaines politiques publiques sont très insatisfait des institutions		

On ne peut néanmoins que constater les écarts sur l'acceptation d'un contrat autoritaire entre « Satisfait des institutions » et « Insatisfait des institutions » ou « Socialement favorisé » et « Socialement défavorisé » sont relativement faibles et que les bases du « contrat autoritaire » semblent présentes dans tous les groupes sociaux et même chez une part importante des « démocrates ».

Il est intéressant de noter que toutes les politiques publiques proposées n'engendrent pas la même hésitation à faire des concessions, certaines semblant plus capables de générer une acceptation. Nous avons produit à ce titre un modèle de probabilité linéaire permettant de comparer les onze politiques proposées « toutes choses égales par ailleurs ». Ce dernier permet d'observer la variation du nombre de points de pourcentage de la modalité « Accepter le contrat autoritaire » (répondant ayant sélectionné un ou plusieurs éléments démocratiques à supprimer en échange de l'application des politiques publiques souhaitées) en fonction des onze politiques proposées. Il apparaît que les deux politiques qui font le plus augmenter le taux de « Concessions acceptables » sont « Plus de redistribution des richesses » (+9 points) et « Réduire l'immigration » (+14 points). Ces deux politiques prises séparément ne génèrent pas forcément un écart majeur mais c'est surtout quand ces deux politiques sont sélectionnées ensemble qu'elles génèrent un surplus important. Ainsi les répondants ayant sélectionnés ces deux politiques sont 59% à être disposés à un « contrat autoritaire » contre 43% en moyenne. Ces deux politiques associées sont loin d'être anodines puisqu'elles ont souvent été associées à des régimes autoritaires caractéristiques : Nazisme, Fascisme Italien ou sous des formes moins totalitaires le Péronisme. Ces deux aspirations associées constituent ce que certains auteurs qualifient de « National populisme » : une tendance politique rejetant à la fois les élites responsables de l'accroissement des inégalités mais aussi d'un multiculturalisme menaçant la majorité « de souche ». Selon cette représentation, les élites sont les « agents » du capitalisme globalisé et « cosmopolite » menaçant le contrat social et l'équilibre démographique et culturel. Comme le résume Yann Raison du Cleuziou, politologue et sociologue :

*« La conception d'un État neutre, qui n'aurait pour fonction que d'arbitrer les conflits résultant de l'exercice de la liberté individuelle, se trouve disqualifiée par l'identification populiste faite entre l'État et un peuple singularisé par son héritage culturel, religieux et éventuellement ethnique. À ce titre, les « racines chrétiennes » sont devenues un topique des discours populistes, que ce soit en France, en Italie, en Pologne, en Hongrie, en Bavière ou ailleurs [...] Comme aux XIXème et XXème siècles, l'exaltation du peuple comme matrice a un caractère exclusif et violent. Les ennemis ont changé. Hier, l'impérialisme était allemand ou soviétique, aujourd'hui, il est identifié au marché économique ou à l'Union européenne. Le capitalisme, en accroissant l'écart entre riches et pauvres et en contribuant à mélanger des populations culturellement hétérogènes, est perçu comme une menace à l'ordre national. Hier, l'ennemi intérieur pouvait être catholique, juif, franc-maçon ou protestant, aujourd'hui, il est identifié aux migrants et plus spécifiquement aux musulmans ».*⁴⁵

⁴⁵ Raison du Cleuziou, Yann. « National-populisme et christianismes. Les ressorts d'un ralliement paradoxal », *Esprit*, vol. , no. 4, 2020

Figure 29: Modèle de probabilité linéaire: politiques publiques influençant la disposition à faire des concessions à la démocratie (1)

Variable dépendante: Accepter de faire des concessions		
<i>Modalités</i>	<i>Coefficients</i>	<i>Interval de Confiance</i>
Intercept	0.30 ***	0.13 – 0.47
Lutte contre les discriminations	0.05	-0.05 – 0.15
Redistribution des richesses	0.09 *	0.01 – 0.17
Politique sécuritaire	0.04	-0.04 – 0.12
Transition écologique	0.03	-0.05 – 0.11
Egailté des chances	-0.08	-0.17 – 0.00
Politique économique interventioniste	0.05	-0.06 – 0.15
Préserver nos traditions culturelles	0.04	-0.06 – 0.14
Réduire l'immigration	0.14 ***	0.06 – 0.22
Politique anti corruption/lobbys	0.03	-0.05 – 0.12
Réduire les impôts	0.06	-0.03 – 0.15
Investir dans les territoires délaissés	-0.02	-0.11 – 0.08
Observations	1074	
R ² / R ² adjusted	0.034 / 0.024	

Les bases nécessaires à un « contrat autoritaire » semblent donc présentes et confirment les analyses précédentes sur le rejet des institutions actuelles, la demande d'action publique énergique et immédiate, l'attachement à des éléments fondamentaux de la démocratie. Ainsi, si la demande pour des régimes caricaturalement autoritaires est faible, un espace pour un régime hybride utilisant la rhétorique démocratique et maintenant certains éléments d'un tel régime mais en les vidant de leur substance semble possible. Cette question additionnelle testant la possibilité d'un « contrat autoritaire » a de plus permis de révéler que la mise en place d'un tel régime aurait le plus de chance d'aboutir par un mouvement politique prônant une plus grande « redistribution des richesses » associée à une forte « réduction de l'immigration » et un discours xénophobe.

Ce risque est-il une réalité ? Il est évidemment impossible de se prononcer avec certitude du fait de l'origine des données ; un sondage qui n'est qu'une série d'opinions récoltées, opinions qui peuvent changer confrontée à la mise en place concrète d'un régime plus autoritaire. La comparaison avec d'autres pays peut néanmoins offrir un intéressant « exercice de pensée » sur la répliquabilité de la mise en place d'un système moins démocratique. L'exemple Hongrois et Tunisien, deux exemples récents, semblent particulièrement instructifs à cet égard.

C. L'exemple Hongrois et Tunisien

Dans ces deux pays, on a constaté une mise en place d'un régime « hybride » remettant en cause plusieurs aspects de la démocratie libérale. Cette transition s'est faite en deux temps. Dans un premier temps, ces derniers ont remporté une victoire électorale authentique portée par une coalition de mécontents. Une fois la prise en main des institutions exécutives effectuée, ils ont réalisé un travail de capture des institutions en peuplant les administrations de fonctionnaires politisés, en supprimant l'indépendance de la justice et en neutralisant le conseil constitutionnel. Ils ont également déployé un arsenal de mesures contraignantes pour l'opposition politique en multipliant les obstacles bureaucratiques et poursuites judiciaires, réduisant les financements, empêchant l'accès aux médias. Les médias se sont également vus plus contrôlés et les plus critiques se sont vus poussés à la faillite ou à des fermetures pour motifs administratifs. Le trait commun a néanmoins consisté à maintenir les apparences de la démocratie électorale (une assemblée, des élections, des référendum) mais en rendant presque impossible une alternance démocratique. Les motifs avancés pour l'ensemble de ces mesures anti-démocratiques ont généralement été présentés comme des nécessités pour lutter contre des lobbys, des influences étrangères ou des élites ayant trahi le peuple. Ces régimes, souvent dénommés « démocratie illibérale », semblent de plus en plus nombreux et capables de se maintenir dans le temps (Russie, Turquie, Pologne, Hongrie, Serbie etc).⁴⁶

Les détails du cas Tunisien sont à ce titre très frappants.⁴⁷ Un nouveau président, Kaïs Saïed, est élu fin 2019. En avril 2021, il refuse de promulguer une loi organique relative à la mise en place d'une cour constitutionnelle, arguant que les délais ont été dépassés. Le jour de la Fête de la République, le 25 juillet 2021, invoquant l'article 80 de la Constitution, Kaïs Saïed limoge le gouvernement avec effet immédiat, annonce la suspension de l'assemblée, installe un nouveau gouvernement qui ne sera responsable que devant lui et commence à gouverner par décrets ; il indique également qu'il présidera l'ordre judiciaire. Puis Kais Saïed fait promulguer une nouvelle constitution jugée autoritaire par la plupart des observateurs via la tenue d'un référendum. Cette constitution a été approuvée par 95% de « Oui » mais avec une participation très faible de seulement 30% du corps électoral. Une enquête réalisée sur les votants montre que la raison première motivant les partisans du « Oui » est « *Réformer le pays et améliorer la situation* »⁴⁸. Le reste de la population s'est abstenue en signe de non-adhésion mais ne s'est pas pour autant mobilisé massivement tant les institutions démocratiques précédentes ont déçu et se sont montrées incapables d'améliorer concrètement la vie des Tunisiens depuis la révolution de 2011.

En France, les données de cette enquête montrent qu'un scénario similaire en « deux étapes » n'est pas à exclure. Il est fondamental pour un parti aux velléités autoritaires de générer dans un premier temps un fort soutien pour remporter les élections. Ce parti devrait axer son discours sur la mise en scène d'une forte opposition aux élites politiques et aux lobbys économiques dominants, le besoin de cohésion et d'égalité, l'absence de réelle démocratie, l'absence de direction et de vision pour le pays. En capitalisant sur le mécontentement, un tel parti pourrait remporter les élections présidentielle et parlementaire. Une fois installé au pouvoir, ce régime devrait tenter de contenter les classes les plus en souffrances par une

⁴⁶ Michel Duclos et al. « *Le monde des nouveaux autoritaires* », Edition de l'observatoire, 2019.

⁴⁷ Hatem Nafti. « Tunisie : vers un populisme autoritaire ? », Edition Riveneuve, 2022.

⁴⁸ Article « Les principales raisons ayant motivé les votes des Tunisiens », Kapitalis.com, Juillet 2022

politique favorable à leurs intérêts. Le plus important pour le régime n'est pas forcément qu'il le fasse réellement, mais qu'il le mette en scène.

Dans un deuxième temps, armé de ce soutien populaire, le régime pourra mettre en place la capture des institutions. Pour désactiver les oppositions il devra opérer en gardant les formes démocratiques du régime (maintien des élections et des institutions parlementaires) qui sont source de légitimité. Il pourra néanmoins vider les institutions de leur contenu via une prise graduelle des médias, en limitant la capacité d'action de l'opposition, en politisant la fonction publique, en renforçant le contrôle de la justice, en réduisant les pouvoirs du conseil constitutionnel. Si un coup d'état militaire a toutes les chances de susciter une forte réaction, le retrait des subventions publics pour des raisons administratives à des médias trop critiques à plus de chance de fonctionner. In fine le résultat sera similaire : une alternance politique deviendra très difficile et les contre-pouvoirs seront réduits à la portion congrue. Un argument que l'on pourrait opposer à la mise en place d'un tel scénario est l'existence de garanties juridiques et constitutionnelles contre ce type de mesures. Malheureusement, il apparaît que la Vème république contient de nombreuses « failles » qui ont été récemment mises en lumière par une équipe de juriste dans le rapport « La résistance du système juridique français à un potentiel choc autoritaire »⁴⁹. Ces derniers, faisant l'hypothèse qu'un mouvement aux vellétés autoritaires remportait les élections ont montré qu'un tel scénario était possible :

« Le régime constitutionnel français, fortement concentré sur l'exécutif et en particulier sur le Président de la République, permet dans certains cas une immixtion de l'exécutif dans le domaine du législatif. Un gouvernement autoritaire pourrait utiliser ces mécanismes pour museler, dans une certaine mesure, l'opposition parlementaire. [...]

L'indépendance de la justice est généralement assurée en France. Toutefois, le statut du ministère public ne met pas ce dernier à l'abri des pressions. [...]

Il existe en France de nombreuses autorités administrative indépendantes ayant un rôle clé et des pouvoirs notables dans des secteurs importants. Des garanties d'indépendance fonctionnelle sont aussi prévues à travers leur budget, les contrôles auxquels elles sont soumises et leur responsabilité. Toutefois, ces garanties présentent un certain nombre de limites qui pourraient être mises à profit par un gouvernement autoritaire. [...]

La France semble particulièrement mal placée pour résister à un processus de démantèlement des contre-pouvoirs qui serait organisé par une nouvelle majorité autoritaire. La société civile, traditionnellement faible en France, a été encore plus affaiblie dans les dernières années, fragilisant ainsi plus encore un système de contre-pouvoirs non institutionnels dont la faculté de résistance à un « choc autoritaire » est donc sujette à caution. »⁵⁰.

⁴⁹ Laurent Perche et Sébasien Platon. « La résistance du système juridique français à un potentiel choc autoritaire », 2022.

⁵⁰ Laurent Perche et Sébasien Platon. « La résistance du système juridique français à un potentiel choc autoritaire », 2022, page 6.

Conclusion

Si le cadre institutionnel de la Vème république, dont les failles sont nombreuses, n'empêchera pas la mise en place d'un tel régime, la principale question est de savoir comment se comportera l'opinion publique qui sera l'arbitre ultime de ce rapport de force. Il s'agit précisément de la question de ce mémoire dont les données montrent qu'il existe aujourd'hui en France un espace pour l'installation d'un régime plus autoritaire.

Cette possibilité tire avant tout ses origines du rejet des institutions actuelles qui s'accompagne d'un double rejet des élites politiques et économiques et d'un sentiment de trahison de l'idéal démocratique. Cette insatisfaction est largement partagée y compris chez d'autres groupes que les répondant ayant sélectionné des modalités « Autoritaire » comme les « indécis » ou les partisans d'un régime « parlementaire avec de la démocratie directe ». Si ces derniers n'expriment pas explicitement de soutien à des régimes non démocratiques, ils pourraient rester en retrait dans le cas d'un scénario opposant un mouvement politique non démocratique aux institutions de la Vème république qui n'a pas de soutien massif.

Aujourd'hui, le régime de la Vème république bénéficie de sa propre inertie et semble être capable de perdurer tant que le parti au pouvoir n'a pas de velléité autoritaire. Il y a néanmoins un espace dans l'opinion publique française pour un mouvement politique aux velléités « illibérales » qui semble de plus en plus en mesure de conquérir le pouvoir par la voie des urnes.

Bibliographie

Sites internet et articles de presse:

- Site de la commission des sondages : <https://www.commission-des-sondages.fr/hist/communiques/communique-commission-des-sondages-2021-04-09.htm>
- Site Kapitalis.com auteur de l'article « Les principales raisons ayant motivé les votes des Tunisiens » (Juillet 2022) : <https://kapitalis.com/tunisie/2022/07/26/tunisie-referendum-les-principales-raisons-ayant-motive-les-votes-des-tunisiens-selon-sigma-conseil/>
- Jean-Pierre Fabre-Bernadac, « “Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants” : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », Valeurs actuelles, 21 avril 2021.
- « Les bureaux de vote ont fermé », Les Échos, 12 juin 2022.

Ouvrages :

- Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, « *Les Origines du populisme, Enquête sur un schisme politique et social* », Seuil, 2019.
- Jean-Pierre Deconchy, Vincent Dru. « L'autoritarisme ». Presses Universitaires de Grenoble, 2007.
- Michel Duclos et al. « Le monde des nouveaux autoritaires », Edition de l'observatoire, 2019.
- Marcel le Glay, « Rome : Grandeur et déclin de la république », Broché (1989)
- Hermet, Guy, et al. « Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques ». Armand Colin, 2015.
- Holeindre et al. *La Démocratie. Histoire, théories, pratiques*. Éditions Sciences Humaines, 2010.
- Eugénie Meriau, « *La dictature, une antithèse de la démocratie ?* », Le cavalier bleu, 2019.
- Yasha Mounk, « Le peuple contre la démocratie », Edition de l'observatoire, 2018.
- Jan-Werner MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Premier parallèle, 2016
- Hatem Nafti. « Tunisie : vers un populisme autoritaire ? », Edition Riveneuve, 2022.
- Perrineau, Pascal. *Le populisme*, Presses Universitaires de France, 2021
- Protzer, E. & Summerville, *Reclaiming Populism: How Economic Fairness Can Win Back Disenchanted Voters*, Polity Books, 2020.
- Luc Rouban, « La démocratie représentative est-elle en crise ? », Les Presses de Sciences Po, 2018.

- Luc Rouban, « *Les raisons de la défiance* », Les Presses de Sciences Po, 2022.
- Luc Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?* Broché, 2018.
- Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, 2010.
- Vandamme, *Démocratie et justice sociale*, Vrin, 2021.

Articles scientifiques et rapports :

- Freedom in the World annual report, Freedom House (2022).
- Democracy Index, The Economist, (2022).
- Marshall et Elzinga-Marshall, Center for Systemic Peace, Global polity report (2017).
- Foa, Roberto & Mounk, Yascha. "The Signs of Deconsolidation". *Journal of Democracy*. 28. 5-15. (2017).
- Anna Lührmann et al. "Regimes of the World: Opening New Avenues for the Comparative Study of Political regimes". (2018).
- Vanessa A. Boese et al. Democracy Report 2022. Varieties of Democracy Institute. (2022).
- Gilles Ivaldi, Oscar Mazzoleni. *Economic Populist Attitudes in Western Europe and the United States*, 2021
- Anderson, Christopher J., and Christine A. Guillory. "Political Institutions and Satisfaction with Democracy: A Cross-National Analysis of Consensus and Majoritarian Systems." *The American Political Science Review*, vol. 91, 1997.
- Quaranta, Mario. "How Citizens Evaluate Democracy: an Assessment Using the European Social Survey." *European Political Science Review*, vol. 10, no. 2, 2018
- Ballard-Rosa, C., Malik, M. A., Rickard, S. J., & Scheve, K. The Economic Origins of Authoritarian Values: Evidence From Local Trade Shocks in the United Kingdom. *Comparative Political Studies*. (2021).
- Claassen, C., & Magalhães, P. C. Effective Government and Evaluations of Democracy. *Comparative Political Studies*, 55. (2022).
- Gilles Ivaldi. « Éric Zemmour : un 'backlash culturel' à la française ? », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 13 (2022).
- Raison du Cleuziou, Yann. « National-populisme et christianismes. Les ressorts d'un ralliement paradoxal », *Esprit*, vol no. 4 (2020).

Enquête de sociologie quantitative et sondages :

- « Réaction des Français à la publication de la tribune des militaires sur le site de Valeurs Actuelles », Sondage Harris-interactive, avril

- « Le regard des Français sur la signature de tribunes par des militaires français », Sondage IFOP, Mai 2021.

Données secondaires analysées ou utilisées

- Institut National de la Statistique et des Eudes Economiques, Recensement général de la population, 2018.
- « Enquête Fractures françaises », CEVIPOF, 2021
- « Baromètre de la confiance politique », CEVIPOF, 2021 et 2022
- « Le risque populiste en France (vague 5), un indicateur de la protestation électorale », FONDAPOL, 2021.
- « Libertés : l'épreuve du siècle. Une enquête planétaire sur la démocratie dans 55 pays », FONDAPOL, 2021.
- Gothenburg University; "VDem Dataset v12", 2022. Varieties of Democracy (V-Dem) Project. <https://doi.org/10.23696/vdemds22>. Données accessibles sur leur site : <https://v-dem.net/>
- World Value Surveys time-series (1981-2020): Inglehart, R., Haerpfer, C., Moreno, A., Welzel, C., Kirillova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. World Values Survey: All Rounds – Country-Pooled Datafile.
- European Value Surveys: Integrated Dataset (EVS2017). GESIS Data Archive, Cologne. ZA7500 Data file Version 5.0.0, doi:10.4232/1.13897.
- European Social Survey Cumulative File, ESS 1-9 (2020). Data file edition 1.0. Sikt - Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research, Norway, Norway - Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC. doi:10.21338/NSD-ESS-CUMULATIVE.

Annexes

1. Le Questionnaire

Module 1 : Profil socio-démographique (un * signifie que la question est une variable de quota, * une variable de redressement)

1. *Votre sexe :
 1. Homme / Femme
2. *Votre région de résidence actuelle :
 1. Nord-Ouest (Bretagne, Normandie, Pays de la Loire, Centre)
 2. Nord Est (Haut de France, Grand-Est, Bourgogne-Franche Comté)
 3. Sud-Ouest (Nouvelle Aquitaine, Occitanie)
 4. Sud Est (PACA-Auvergne-Rhône Alpes, Corse)
 5. Ile de France
3. *Vous résidez dans une commune de :
 1. Moins de 2 000 habitants
 2. 2 000 à 9 999 habitants
 3. 10 000 à 99 999 habitants
 4. Plus de 100 000 habitants
4. *Votre catégorie d'âge :
 1. 18-24 ans
 2. 25-34 ans
 3. 35-49 ans
 4. 50-64 ans
 5. 65 ans et plus
5. *Votre Catégorie Socio-professionnelle⁵¹
 1. Retraité
 2. Etudiant
 3. En recherche d'emplois
 4. Inactif (incapacité de travailler, homme ou femme au foyer etc)
 5. Agriculteurs exploitants
 6. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (moins de 10 salariés)
 7. Cadres, ingénieur, professions libérales et intellectuelles supérieures (salarié ou freelance), chef d'entreprises (plus de 10 salariés), fonctionnaire catégorie A.
 8. Professions intermédiaires : fonctionnaire catégorie B, technicien spécialisé, agent de maîtrise, infirmier, comptable, commercial et chargé de clientèle etc
 9. Employé : fonctionnaire catégorie C, auxiliaire de santé, accueil et secrétariat, employé(e) de bureau, caissière/caissier, vendeur, serveur, gardien, ménage, assistant(e) maternelle, coiffeur etc
 10. Ouvrier : de l'industrie, de la construction ou de l'artisanat, chauffeur, mécanicien(ne), livreur, ouvrier agricole etc
6. *Votre plus haut niveau de diplôme obtenu :
 1. Sans diplôme
 2. CAP, BEP, Brevet des collèges
 3. Baccalauréat
 4. Bac +2 : DEUG, BTS, DUT, DEUST
 5. Bac +3 : Licence, B.U.T (diplôme des IUT)

⁵¹ <https://www.insee.fr/fr/information/6205305>

6. *Bac +4 et plus : Master 1, Master 2, IEP, Diplôme d'ingénieur ou école de commerce, Doctorat.*
7. Dans votre ménage (vous et éventuellement toutes les personnes vivant dans votre logement), avez-vous du mal à finir les fins de mois ? Note : Si vous vivez en colocation, n'incluez pas les autres colocataires. :
1. *Nous avons souvent des difficultés à finir les fins de mois*
 2. *Nous avons parfois des difficultés à finir les fins de mois*
 3. *Nous n'avons pas de difficultés à finir les fins de mois*
8. Par rapport à vos efforts et votre travail, êtes-vous justement récompensé par la société (revenus, reconnaissance, opportunité) ?
- *Je devrais être beaucoup plus récompensé*
 - *Je devrais être un peu plus récompensé*
 - *Je suis plus ou moins normalement récompensé*
 - *Je devrais être moins récompensé*

Module 2 : Positionnement politique et perception de la société

9. Sur une échelle de 0 à 10, quelle est d'après vous la situation sociale et économique (chômage, salaire, précarité, pauvreté) de la France aujourd'hui :
- *0 : La situation est très mauvaise*
 - *10 : La situation est très bonne*
10. Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous à l'importance de vivre dans un pays démocratique⁵²
- *0 : Ce n'est pas du tout important*
 - *10 : C'est très important*
11. Sur une échelle de 0 à 10, quel score donneriez-vous au fonctionnement de la démocratie en France aujourd'hui ?⁵³
- *0 : La démocratie fonctionne très mal*
 - *10 : La démocratie fonctionne très bien*
12. Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que toutes les tendances politiques sont justement représentées dans les institutions politiques nationales ?
1. *0 : Les tendances politiques ne sont pas justement représentées dans les institutions.*
 2. *10 : Les tendances politiques sont justement représentées dans les institutions.*
13. Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que nos institutions politiques font de leur mieux pour prendre des décisions à l'avantage de la majorité de la population ?
- *0 : Nos institutions ne font rien pour mener des politiques à l'avantage de la majorité*
 - *10 : Nos institutions font de leur mieux pour mener des politiques à l'avantage de la majorité.*
14. [Filtre : Si Q18 <=6] Qui empêchent que les politiques menées soient à l'avantage de la population ?
[Choix multiple, maximum 3]
1. *Des lobbys économiques*
 2. *Les plus riches.*
 3. *L'Union Européenne*
 4. *Certaines communautés ethniques ou religieuses*
 5. *L'élite politique*
 6. *Les hauts fonctionnaires, les juges, les magistrats*
 7. *Les médias*
 8. *Des pays étrangers*

⁵² European Social Survey (2020-2021).

⁵³ European Social Survey (2020-2021).

- 9. *Les syndicats*
 - 10. *Un grand nombre de Français qui ne votent pas pour leurs intérêts*
 - 11. *NSP*
15. Que pensez-vous de la proposition suivante : « Si 500 000 Français signent une pétition sur un sujet précis, cela devrait déclencher un référendum national ».
- *Ce serait une très bonne chose*
 - *Ce serait plutôt une bonne chose*
 - *Ce serait plutôt une mauvaise chose*
 - *Ce serait une très mauvaise chose*
16. Pensez-vous qu'il est nécessaire que la volonté de la majorité soit limitée par des contre-pouvoirs (la constitution, la justice, des associations, des partis d'opposition etc) ?
- *Il faut toujours des contres pouvoirs à la volonté de la majorité*
 - *Il faut des contrepouvoirs à la volonté de la majorité la plupart du temps,*
 - *Il ne faut pas de contrepouvoir à la volonté de la majorité la plupart du temps,*
 - *Il ne faut jamais de contrepouvoir à la volonté de la majorité*
17. Est-il plus souhaitable actuellement de changer le pays de manière progressive, de manière radicale ou de ne pas trop réformer le pays ?
- 1. *Il est préférable de passer par des changements progressifs.*
 - 2. *Il est préférable de ne pas trop réformer le pays*
 - 3. *Il est préférable de passer par des changements radicaux*
18. Sur une échelle de 0 à 10, pensez-vous que les institutions actuelles soient capables de protéger les Français des crises internationales et des menaces de notre temps (guerre, catastrophe naturelle, crise économique, pandémie etc) ?
- 1. *0 : Les institutions actuelles ne sont pas du tout capables de protéger les Français*
 - 2. *10 : Les institutions actuelles sont parfaitement capables de protéger les Français*
19. Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à « très à gauche » et 10 correspond à « Très à droite », où diriez-vous que vous vous situez politiquement ? (Il est possible de répondre : « je ne me situe pas sur cette échelle »)⁵⁴

Module 3 : Régime politique

20. Actuellement, quel système de gouvernement est le plus adapté pour diriger la France d'après vous ?
[Choix unique]
- 1. *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe.*
 - 2. *Les institutions actuelles (Vème république).*
 - 3. *Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le président.*
 - 4. *Que des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoir.*
 - 5. *Un comité de citoyens issu d'une révolution avec les pleins pouvoirs*
 - 6. *Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée.*
 - 7. *Un régime militaire non élu*
 - 8. *Un régime où un roi/une reine prend les décisions*
 - 9. *Je ne me reconnais pas du tout dans ces propositions*
21. [Filtre : Si Q23 différent de la réponse 2]
Pourquoi pensez-vous que ce régime serait plus souhaitable que les institutions actuelles (la 5ème république) ?
[Réponses multiples -3 MAX]
- *La volonté de la population serait mieux prise en compte.*

⁵⁴ Question utilisée par le « baromètre de la confiance politique » du CEVIPOF (janvier 2022) et l'European Social Survey (2020-2021).

- *Il serait plus efficace et rapide*
- *Il serait moins autoritaire*
- *Il respecterait nos valeurs traditionnelles.*
- *Il serait plus indépendant de certains lobbys et groupes d'intérêts*
- *La population n'a pas forcément les compétences requises.*
- *Les hommes et les partis politiques sont inutiles ou néfastes.*
- *Il ne s'embarrasserait pas de prendre en compte les protestations de certaines minorités*
- *Pour être plus en sécurité*
- *Il réduirait l'influence des élites*

22. A l'inverse, quel système de gouvernement est/serait très mauvais pour la France ? Aléatoire

Choix multiple

1. *Un régime parlementaire avec de la démocratie directe.*
2. *Les institutions actuelles (Vème république).*
3. *Les institutions actuelles avec plus de pouvoirs pour le président.*
4. *Que des experts non élus gouvernent le pays sans contre-pouvoir.*
5. *Un comité de citoyens issu d'une révolution avec les pleins pouvoirs*
6. *Qu'un dirigeant élu ait les pleins pouvoirs sans assemblée.*
7. *Un régime militaire non élu*
8. *Un régime où un roi/une reine gouverne*

Module 4 : Scénarios autoritaires

23. Ci-dessous se trouve 10 actions possible qu'un gouvernement peut mener. Quelles seraient les trois politiques les plus importantes à mettre en place dans notre pays d'après vous ? [Il est possible de choisir moins de trois politiques.]

1. *Redistribuer les richesses entre riches et pauvres plus efficacement*
2. *Politique économique interventionniste : nationalisation, investissement publique, contrôle des entreprises.*
3. *Réduire l'immigration*
4. *Politique sécuritaire plus stricte*
5. *Politique de transition écologique*
6. *Politique d'égalité des chances : assurer aux citoyens les mêmes opportunités à l'école, dans l'emploi, dans les institutions.*
7. *Politique anti-corruption et anti-lobby*
8. *Revitalisation des territoires en difficultés.*
9. *Réduire les impôts*
10. *Lutter contre les discriminations de genre, de races, de religions.*
11. *Préserver nos traditions culturelles*

24. Vous avez sélectionné « X ». Pour mener cette politique, est-il nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit parfois employée ?

1. *Il n'est pas nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*
2. *Il est parfois nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*

25. Vous avez sélectionné « Y ». Pour mener cette politique, les procédures habituelles de nos institutions-elles suffisantes ou est-il nécessaire qu'une très forte contrainte voir la force soit parfois employée ?

1. *Il n'est pas nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*
2. *Il est parfois nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée*

26. Vous avez sélectionné « Z ». Pour mener cette politique, les procédures habituelles de nos institutions-elles suffisantes ou est-il nécessaire qu'une très forte contrainte voir la force soit parfois employée ?

1. Il n'est pas nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée
 2. Il est parfois nécessaire qu'une très forte contrainte voire la force soit employée
27. En échange de l'application immédiate de ces politiques, que seriez-vous prêt à concéder : (Aléatoire)
1. *Que le gouvernement contrôle fortement ce que disent les médias.*
 2. *Suppression du conseil constitutionnel*
 3. *Suppression du droit de manifester*
 4. *Suppression des partis politiques*
 5. *Que le gouvernement contrôle les tribunaux et décide des jugements.*
 6. *Suppression des élections*
 7. *Je préfère que les politiques que j'ai choisies ne soit pas appliquées immédiatement car ces concessions sont trop drastiques*
28. Parmi les situations suivantes, lesquelles pourraient justifier que le gouvernement ait les pleins pouvoirs et limite les libertés de chacun : (Aléatoire)
1. *Croissance très forte de la criminalité (vol, agression, cambriolage etc),*
 2. *Grave crise économique*
 3. *Des tensions ethniques et confessionnelles majeures*
 4. *Des émeutes sociales et des grèves massives*
 5. *Paralysie des institutions du fait d'une absence de majorité au parlement*
 6. *Une guerre avec un autre pays*
 7. *L'urgence écologique*
 8. *Aucune de ces situations*

2. Les tendances communes des autoritaires

Figure: Perception sur quelques variables clefs en fonction du régime politique souhaité

	Régime politique souhaité								
	6ème République, N = 316	Ne se prononce pas, N = 283	Comité de citoyen, N = 102	Elu aux pleins pouvoirs, N = 18	Régime des experts, N = 22	Royauté absolue, N = 15	Régime militaire, N = 20	Vème république, N = 245	Vème république (+ pouvoir au président), N = 52
Indice synthétique de perception des résultats* produits par les institutions (score de 0 à 10)									
0 à 4	57% (178)	62% (169)	77% (74)	44% (7)	63% (14)	76% (12)	69% (14)	27% (64)	35% (17)
7 à 10	12% (37)	8.3% (23)	5.4% (5)	6.8% (1)	8.0% (2)	14% (2)	31% (6)	34% (81)	20% (10)
5 à 6	31% (96)	29% (80)	18% (17)	50% (8)	29% (7)	9.8% (2)	0% (0)	39% (94)	45% (22)
Indice synthétique du fonctionnement démocratique des institutions (score de 0 à 10)									
0 à 5	73% (224)	76% (185)	90% (88)	80% (13)	73% (16)	76% (10)	62% (13)	41% (94)	58% (25)
6 à 10	27% (81)	24% (57)	9.8% (10)	20% (3)	27% (6)	24% (3)	38% (8)	59% (134)	42% (18)

*Score de la situation économique et sociale et du niveau de protection perçu Fréquences pondérées (effectifs pondérés)
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'
Champ: Ensemble des répondants (1074)
Note de lecture: 98% des personnes souhaitant une 6ème république (régime parlementaire avec démocratie directe) attribuent un score entre 5 et 10 à l'importance de vivre en démocratie

Figure: Perception sur quelques variables clefs en fonction du régime politique souhaité *

	Régime politique souhaité								
	6ème République, N = 316	Nsp, N = 283	Comité de citoyen, N = 102	Elu aux pleins pouvoirs, N = 18	Régime des experts, N = 22	Royauté absolue, N = 15	Régime militaire, N = 20	Vème république, N = 245	Vème république (+ pouvoir président), N = 52
Indice de position sociale									
Bas	13%	27%	42%	39%	35%	48%	33%	6.2%	18%
Intermédiaire	58%	53%	53%	48%	49%	45%	62%	52%	67%
Haut	29%	20%	4.4%	13%	16%	6.9%	4.3%	42%	15%
Catégorie socio-professionnelle									
Indépendant	7.0%	4.0%	7.2%	0%	0%	0%	0%	2.3%	4.1%
Cadre et Professions intermédiaires	28%	22%	9.0%	11%	18%	12%	4.3%	36%	21%
Employé et Ouvrier	19%	32%	60%	56%	57%	33%	37%	17%	45%
Etudiant	4.5%	4.5%	8.5%	0%	12%	1.9%	1.8%	3.4%	4.0%
Retraité et inactif	41%	37%	16%	33%	13%	53%	57%	41%	27%

*Indice de position sociale calculé à partir des revenus et du niveau de diplôme Fréquences pondérées (effectifs pondérés)
Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'
Champ: Ensemble des répondants (1074)
Note de lecture: 42% des personnes préférant la Vème république ont un indice de position sociale 'haut' (d'avantage aisé)

3. Politiques publiques souhaitées et justifications par famille de régime souhaité

Figure: Politiques publiques souhaitées en fonction du type de régime politique préféré

	6ème République, N = 316	Comité de citoyen aux pleins pouvoir, N = 102	Ne se prononce pas, N = 283	Régime des experts, N = 22	Régime personnel, N = 80	Veine république, N = 270
Lutter contre les discriminations	13% (40)	15% (15)	17% (48)	2.4% (1)	12% (10)	17% (47)
Redistribuer d'avantage les richesses	42% (134)	66% (68)	43% (121)	23% (5)	40% (32)	24% (65)
Politique sécuritaire	30% (96)	14% (15)	26% (74)	38% (9)	37% (29)	40% (108)
Transition écologique	40% (126)	19% (19)	29% (82)	38% (9)	26% (21)	37% (100)
Améliorer l'égalité des chances	28% (89)	39% (40)	28% (79)	36% (8)	11% (9)	35% (94)
Politique économique interventionniste	14% (44)	9.9% (10)	10% (29)	6.2% (1)	22% (17)	12% (34)
Préserver nos traditions culturelles	11% (35)	15% (15)	18% (50)	12% (3)	10% (8)	18% (49)
Réduire l'immigration	36% (115)	34% (35)	37% (106)	29% (7)	70% (56)	36% (96)
Politique anti-corruption et anti-lobby	33% (106)	21% (21)	30% (85)	64% (14)	16% (13)	30% (80)
Réduire les impôts	21% (65)	40% (41)	26% (75)	11% (2)	30% (24)	25% (68)
Revitalisation des territoires en difficultés.	18% (58)	11% (11)	7.7% (22)	30% (7)	3.4% (3)	18% (49)

Fréquences pondérées (effectif non pondérés)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Répondants ayant sélectionné un des régimes autoritaires (204)

Note de lecture: Les répondants favorables a un régime dirigé par des experts sont 38% à souhaiter une politique sécuritaire plus stricte

Figure: Raisons sélectionnées pour justifier le choix du régime choisie

	6ème République, N = 316	Comité de citoyen aux pleins pouvoir, N = 102	Ne se prononce pas, N = 283	Régime des experts, N = 22	Régime personnel, N = 80	Veine république, N = 270
Il serait indépendant des minorités ethniques ou religieuses	8.4% (27)	0.3% (0)	8.8% (25)	12% (3)	16% (13)	6.4% (2)
Il serait plus à l'écoute de la population	67% (213)	42% (43)	21% (59)	36% (8)	17% (14)	10% (3)
Il serait plus efficace	27% (84)	37% (38)	9.1% (26)	29% (6)	44% (35)	56% (14)
Il serait moins autoritaire	12% (39)	20% (20)	5.4% (15)	4.9% (1)	12% (10)	0% (0)
Il respecterait nos valeurs traditionnelles	12% (36)	27% (28)	12% (35)	5.0% (1)	18% (15)	1.1% (0)
Car les politiciens sont néfastes	11% (35)	30% (31)	8.3% (23)	51% (11)	28% (23)	18% (5)
Il réduirait l'influence des élites	32% (100)	38% (39)	13% (37)	30% (7)	14% (11)	8.4% (2)
Car la population est incompétente	5.2% (17)	0.4% (0)	5.4% (15)	11% (2)	16% (12)	37% (9)
Pour être plus en sécurité	9.0% (29)	17% (17)	5.2% (15)	10.0% (2)	8.1% (7)	5.5% (1)
il serait indépendant des lobbys	44% (140)	27% (28)	10% (29)	47% (10)	16% (13)	20% (5)
Ne se prononce pas	0.3% (1)	1.9% (2)	19% (53)	0% (0)	6.6% (5)	1.8% (5)

Fréquences pondérées (effectifs non pondérés)

Source: Enquête 'la demande d'autoritarisme politique en France'

Champ: Répondants ayant sélectionnés un des régimes autoritaires (204)

Note de lecture: Les répondants favorables a un régime dirigé par des experts sont 29% à avoir justifié leur choix par le fait que ce régime 'Serait plus efficace'